

14 décembre 1977 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# ENTRETIEN TELEVISE DE M. VALERY GISCARD D'ESTAING, AVEC QUATRE JOURNALISTES DE LA PRESSE ECRITE, MERCREDI 14 DECEMBRE 1977

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. GICQUEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, NOUS VOUS REMERCIONS DE NOUS RECEVOIR EN CET HOTEL MARIGNY QUI, TOUT PROCHE DU PALAIS DE L'ELYSEE, EST LA RESIDENCE DES CHEFS\_D\_ETAT QUAND ILS SONT LES HOTES DE LA FRANCE. C'EST DANS CE SALON QUE VOUS AVEZ EU DES ENTRETIENS AVEC PLUSIEURS D'ENTRE EUX : LE MARECHAL TITO, LE SHAH D'IRAN ET PUIS, IL Y A DEUX ANS, AVEC EL SADATE £ SADATE A MEME ETE LE PREMIER A L'UTILISER. JUSTEMENT, JE TROUVE LA UNE REMARQUABLE UNITE DE LIEU ET, EN MEME TEMPS, AUJOURD'HUI, UNE REMARQUABLE UNITE DE TEMPS, CAR DE NOMBREUX SUJETS DE POLITIQUE ETRANGERE VONT SE POSER ET ON ATTEND BEAUCOUP DE REPNSES SUR UN CERTAIN NOMBRE DE SUJETS : L'EUROPE, LE PROCHE-ORIENT ET, NATURELLEMENT, AUJOURD'HUI, CETTE AFFAIRE DU POLISARIO, LES RELATIONS AVEC L'ALGERIE PUISQU'ON DIT QUE LES OTAGES VONT ETRE RELACHES. NOUS PARLERONS UNE AUTRE FOIS, EN JANVIER JE CROIS, DES RELATIONS ENTRE L'EST ET L'OUEST, DU DESARMEMENT, DE LA POLITIQUE NUCLEAIRE PUISQUE VOUS AUREZ A CE MOMENT-LA RENCONTRE LE PRESIDENT CARTER, QUI SERA D'AILLEURS VENU ICI-MEME, QUI SERA VENU DANS CES LIEUX. ALORS, SI VOUS VOULEZ BIEN, JE VOUS PRESENTE NOS INVITES : ROLAND FAURE, DE L\_AURORE £ MAURICE DELARUE, DU MONDE £ MAX CLOS, DU FIGARO £ JEAN DANIEL, DU NOUVEL\_OBSERVATEUR. ET LA PREMIERE QUESTION, JE CROIS, QUE NOUS ALLONS VOUS POSER, EST SUR L'EUROPE, APRES LES CONFERENCES AUXQUELLES VOUS AVEZ ASSISTE : LE CONSEIL\_EUROPEEN ET, BIEN SUR, LE SOMMET FRANCO - BRITANNIQUE DONT VOUS REVENEZ

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. DELARUE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, L'EUROPE APPARAIT COMME UNE SUCCESSION D'INITIATIVES QUELQUEFOIS EXCELLENTEES MAIS QUI ONT PRESQUE TOUJOURS AVORTE ET QUI SONT ACCUEILLIES AVEC DE PLUS EN PLUS DE SCEPTICISME. C'EST AINSI PAR EXEMPLE QU'EN 1975 ON A PARLE D'UNE EUROPE DE L'ENERGIE £ IL Y A EU QUELQUES PARLOTTES ET CA N'A RIEN DONNE £ VOUS-MEME, AU DEBUT DE CETTE ANNEE, VOUS AVIEZ PROJETE DE RELANCER L'UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE : VOUS EN AVIEZ PARLE AVEC SCHMIDT, VOUS AVIEZ DIT QU'A LA FIN DE L'ANNEE, AU CONSEIL\_EUROPEEN DE DECEMBRE, VOUS FERIEZ DES PROPOSITIONS, ET IL N'Y A PAS EU DE PROPOSITIONS. ON A EU AUSSI DES CHOSES PLUS ANECDOTIQUES, COMME LE PASSEPORT EUROPEEN, ON EN A PARLE PENDANT DEUX, TROIS ANS ET PUIS CA A DISPARU. QUAND VOUS PARLEZ MAINTENANT DE L'ESPACE JUDICIAIRE EUROPEEN, EH BIEN ON TROUVE... ENFIN C'EST ACCUEILLI COMME ETANT UN PETIT TRUC POUR ACCAPARER L'ATTENTION PENDANT UN PEU DE TEMPS. ON PARLE, JE M'EXCUSE D'ETRE IRREVERENCIEUX, DE L'EUROPE DES GADGETS ET ON N'Y CROIT PAS. QU'EST-CE QU'ON PEUT FAIRE OU QU'EST-CE QUE VOUS POURRIEZ FAIRE POUR QUE CES INITIATIVES SOIENT PRISES AU SERIEUX ET ABOUTISSENT ?

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPNSE ` M. LE PRESIDENT.- MONSIEUR DELARUE, NOUS VIVONS DES TEMPS DIFFICILES DANS LE MONDE ET DONC L'EUROPE VIT DES TEMPS

VIVONS DES TEMPS DIFFICILES DANS LE MONDE. ET DONC L'EUROPE VII DES TEMPS DIFFICILES DANS UN MONDE DIFFICILE. JE CROIS QU'IL FAUT SE GARDER DE JUGEMENTS TROP TRANCHES. NOUS AVONS PARLE DE CETTE QUESTION AU CONSEIL EUROPEEN, IL Y A QUELQUES JOURS, ET C'EST LE CHANCELIER DE L'ALLEMAGNE FEDERALE `HELMUT SCHMIDT` QUI A FAIT LA REMARQUE SUIVANTE. IL A DIT : ON CRITIQUE BEAUCOUP L' ETAT ACTUEL DE L'EUROPE, MAIS SI L'ON COMPARE LA MANIERE DONT L'EUROPE FAIT FACE ACTUELLEMENT A LA CRISE ET LA MANIERE DONT L'EUROPE A FAIT FACE A LA CRISE DES ANNEES 30 `1930 ` DATE`, ON S'APERCOIT QUE LE MARCHE COMMUN A TENU LE COUP, QUE NOUS NE SOMMES PAS ENTRES LES UNS VIS-A-VIS DES AUTRES DANS DES QUERELLES COMMERCIALES OU MONETAIRES, QUE NOUS RECHERCHONS DES SOLUTIONS DE SOLIDARITE DANS CERTAINS DOMAINES ET QUE NOUS Y PARVENONS. PAR EXEMPLE, DANS QUELQUES JOURS, JE LE SOUHAITE, NOUS PARVIENDRONS A UNE SOLUTION EUROPEENNE POUR LA SIDERURGIE. DONC, FACE A DES DIFFICULTES, ON PEUT DIRE QUE L'EUROPE S'EST REVELEE BEAUCOUP PLUS SOLIDE QU'ON NE LE CROYAIT. JE CITERAI UN EXEMPLE : PENDANT CETTE PERIODE DE CRISE, NOS ECHANGES A L'INTERIEUR DE L'EUROPE ONT AUGMENTE DANS DES PROPORTIONS CONSIDERABLES, NOS ECHANGES AVEC LA GRANDE-BRETAGNE, CETTE ANNEE, VONT AUGMENTER SANS DOUTE - VOUS ETIEZ A LONDRES AVEC MOI - DE QUELQUE CHOSE DE-L-ORDRE DE 35 % `STATISTIQUES` £ MALGRE LES DIFFICULTES, L'EUROPE SE FAIT

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` DEUXIEME REMARQUE, NOUS PRENONS DES DECISIONS IMPORTANTES ET, PAR EXEMPLE, NOUS AVONS DECIDE DE PASSER LE 1ER JANVIER PROCHAIN `1978 ` DATE` A L'UNITE DE COMPTE EUROPEENNE. C'EST UNE MESURE UN PEU TECHNIQUE, MAIS QUI SIGNIFIE QUE LES COMPTES DE L'EUROPE, AU LIEU DE SE FAIRE COMME JADIS EN DOLLARS, PUIS ENSUITE EN MONNAIE EXTERIEURE A L'EUROPE, SE FERONT EN MONNAIE EUROPEENNE £ NOUS AVONS PRIS D'AUTRES DECISIONS IMPORTANTES. SOUVENT, CE SONT LES DELAIS D'APPLICATION QUI SONT EXCESSIFS, ET VOUS AURIEZ PU PARLER, PAR EXEMPLE DE L'ELECTION DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE AU SUFFRAGE UNIVERSEL. JE CROIS QU'ON PEUT DIRE, SI VOUS VOULEZ, QUE D'ABORD L'EUROPE A SUPPORTE LA TEMPETE ET CE N'EST PAS SI MAL, ET ENSUITE, QU'ELLE CONTINUE A PROGRESSER A UN RYTHME QUE JE JUGE TROP LENT

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. ROLAND FAURE.- MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE, VOUS ETIEZ HIER A LONDRES, VOUS AVEZ QUITTE LONDRES APRES VOS ENTRETIENS AVEC M. CALLAGHAN ET, CE MATIN, EN VOUS REVEILLANT, VOUS AVEZ EU UNE MAUVAISE NOUVELLE : C'EST LE VOTE DES COMMUNES, QUI FINALEMENT ABOUTIT A REPOUSSER L'ELECTION DU PARLEMENT EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL A L'ANNEE 1979. ENCORE UNE MAUVAISE NOUVELLE  
-. ALORS, CETTE EUROPE POLITIQUE, EST-CE QU'ON VA LA FAIRE ? M. LE PRESIDENT.- VOUS SAVEZ QUE LES ANGLAIS ONT VOTE DEUX FOIS DANS CETTE AFFAIRE. ILS ONT D'ABORD VOTE SUR LE PRINCIPE DE L'ELECTION AU SUFFRAGE UNIVERSEL DE L'ASSEMBLEE PARLEMENTAIRE EUROPEENNE £ ILS ONT VOTE "OUI", A UNE MAJORITE D'AILLEURS PLUS LARGE QU'ON NE S'Y ATTENDAIT. LE VOTE AUQUEL VOUS FAITES ALLUSION, C'EST UN VOTE SUR LE MODE DE SCRUTIN. IL Y AVAIT UN DEBAT... LES PARTISANS DE LA PROPORTIONNELLE... LES PARTISANS D'UNE ESPECE DE SCRUTIN D'ARRONDISSEMENT... ET FINALEMENT CE SONT LES PARTISANS DU SCRUTIN D'ARRONDISSEMENT QUI L'ONT EMPORTE, CE QUI D'AILLEURS N'EST PAS EXTRAORDINAIRE, PUISQUE CE SONT LES CONSERVATEURS QUI SONT, AU TOTAL, SOUVENT LES PLUS FAVORABLES A LA CAUSE EUROPEENNE. ET C'EST PARCE QU'IL EST DIFFICILE DE METTRE EN PLACE CE SCRUTIN D'ARRONDISSEMENT, AVEC DES DIMENSIONS NOUVELLES, QU'IL VA Y AVOIR UN RETARD REGRETTABLE. ENFIN, NOUS TROUVONS CE RETARD REGRETTABLE, ET ENSUITE, JE VOUS INDIQUE QUE, BIEN

ENTENDU, LES ELECTIONS N'AURONT\_LIEU QUE LORSQUE LA GRANDE-BRETAGNE POURRA Y PARTICIPER A LA MEME DATE QUE LES AUTRES

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` M. GICQUEL.- JUSTEMENT, MES CONFRERES ONT SOUVENT LE SENTIMENT C'EST CE QU'IL VIENNENT DE DIRE D'AILLEURS - QUE LES RETARDS S'ACCUMULENT, ET QUELQUEFOIS ON SE DEMANDE : MAIS, OU VA ETRE L'INITIATIVE, AVEC UN GRAND I, QUI FERA CE REMARQUABLE PROGRES, EN TOUT CAS AUX YEUX DES CITOYENS EUROPEENS ? M. JEAN DANIEL.- LES ELECTIONS `DU PARLEMENT\_EUROPEEN AU SUFFRAGE UNIVERSEL` AURONT BIEN \_LIEU EN 1978 ? M. LE PRESIDENT.- EN-FONCTION DE L'ATTITUDE BRITANNIQUE, CE SERA 1978 OU 1979, PUISQU'IL FAUT ATTENDRE LA LOI ELECTORALE BRITANNIQUE. IL N'EST PAS ENCORE CERTAIN QUE CELA NE POURRA PAS ETRE EN 1978, PEUT ETRE A L'AUTOMNE, MAIS NOUS N'AVONS PAS LA CERTITUDE QUE LA GRANDE-BRETAGNE SERA PRETE £ PAR CONTRE, LES HUIT AUTRES, Y COMPRIS LE DANEMARK QUI AVAIT FAIT DES RESERVES, SERONT PRETS AU PRINTEMPS 1978

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` M. JEAN DANIEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, MON CONFRERE A TRAITE DE "GADGET" VOTRE THESE SUR L'ESPACE JUDICIAIRE £ J'AI TROUVE QUE C'ETAIT UNE THESE TRES INTERESSANTE, ET A CERTAINS EGARDS PEUT-ETRE UN PEU GRAVE. VOUS SAVEZ QU'ELLE A ETE CONTESTEE, QU'ELLE EST TRES DISCUTEE. ELLE L'EST D'AUTANT PLUS, DANS UNE GRANDE PARTIE DE L'OPINION FRANCAISE - JE NE SAIS PAS SI VOUS L'AVEZ RESSENTI DE CETTE MANIERE - QU'IL SEMBLE QUE LES ESPAGNOLS NOUS AIENT DONNE UNE DURE LECON EN REFUSANT D'ACCEDER A NOTRE DEMANDE D'EXTRADITION. EST-CE QUE VOUS N'AVEZ PAS EU L'IMPRESSION, EN DEFINISSANT CET ESPACE JUDICIAIRE, DE ROMPRE AVEC CERTAINS USAGES, AVEC UNE TRADITION, BREF AVEC TOUT UN PASSE JURIDIQUE ? M. LE PRESIDENT.- IL FAUT BIEN SEPARER DEUX CHOSES QUE L'ON MELANGE VOLONTIERS. IL Y A LES PROBLEMES DE DROIT D'ASILE POLITIQUE. LA FRANCE PRATIQUE LE DROIT D'ASILE POLITIQUE A L'HEURE ACTUELLE, JE VOUS L'INDIQUE, PLUS QUE QUICONQUE £ ET, DE MON TEMPS, PLUS QUE QUICONQUE, VOUS SAVEZ, PAR EXEMPLE, QUE, DE TOUS LES PAYS DU MONDE, C'EST LA FRANCE QUI A ACCUEILLI LE PLUS DE REFUGIES CHILIENS, ET JE N'AI PAS ENTENDU DIRE QU'ILS CONNAISSENT, DANS LEUR VIE EN FRANCE, LA MOINDRE DIFFICULTE. DONC, IL Y A L'ASILE POLITIQUE. ET PUIS, IL Y A LE DROIT D'EXTRADITION EN CE QUI CONCERNE LES CRIMES, A-PARTIR DU MOMENT OU NOUS VIVONS LES UNS TOUT PRES DES AUTRES, AVEC DES MOYENS DE COMMUNICATION CONSTANTS, UNE VIE ECONOMIQUE QUI S'INTER-PENETRE, UNE VIE CULTURELLE DE PLUS EN PLUS SEMBLABLE, LORSQU'IL Y A UN CRIME COMMIS CHEZ L'UN, CELUI QUI EST SUPPOSE L'AVOIR COMMIS NE PEUT PAS SE REFUGIER CHEZ L'AUTRE ET NE PAS ETRE JUGE PAR UN TRIBUNAL COMPETENT

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` `REPOSE` DONC, L'IDEE D'ESPACE JUDICIAIRE, CE N'EST PAS DU TOUT L'IDEE D'UN ESPACE QUI TRAITERAIT DU PROBLEME DES ACTIVITES POLITIQUES, PAS DU TOUT £ IL S'AGIT DES CRIMES, ET DE DONNER UN CARACTERE PLUS REGULIER, PLUS SYSTEMATIQUE A DES DISPOSITIONS QUI EXISTENT ET QUI SONT LES PROBLEMES DE COMPETENCES EN CE QUI CONCERNE LES CRIMES D'UNE CERTAINE GRAVITE. IL FAUT VOIR LE MONDE COMME IL EST. D'AILLEURS, DE TEMPS EN TEMPS, VOUS DITES, ET PEUT-ETRE MEME VOUS ECRIVEZ : "IL FAUT FAIRE L'EUROPE DES HOMMES". MAIS, L'EUROPE DES HOMMES, C'EST CELA - EST-CE QUE VOUS CROYEZ QUE L'OPINION FRANCAISE ACCEPTERAIT QU'IL Y AIT UN CRIMINEL ACCUSE D'UN CRIME GRAVE - IL NE S'AGIT PAS D'ACTIVITE POLITIQUE - QUI SERAIT DE L'AUTRE COTE DU RHIN OU DE L'AUTRE COTE DE LA FRONTIERE BELGE, ET QUI NARGUERAIT LA JUSTICE FRANCAISE ? EST-CE QU'ON L'ACCEPTERAIT ? JE NE LE

CROIS PAS. AVEC L'EVOLUTION ACTUELLE, LE RAPPROCHEMENT DES MODES\_DE\_VIE, EN REALITE CE PROBLEME DES CRIMES ET, JE LE REPETE, PAS DU TOUT LE PROBLEME DU DROIT D'ASILE, EST UN PROBLEME QU'IL FAUT POSER A L'ECHELON EUROPEEN £ D'AUTANT PLUS QUE DANS TOUS LES PAYS EN QUESTION, IL Y A DES GARANTIES JUDICIAIRES TRES SERIEUSES. CE SONT LES PAYS QUI ONT, A L'HEURE ACTUELLE, LES SYSTEMES JUDICIAIRES LES PLUS ELABORES. SI ON PROPOSAIT DE LE FAIRE AVEC DES PAYS QUI NE DONNENT PAS DES GARANTIES JUDICIAIRES APPROPRIEES, SANS TRIBUNAUX D'APPEL, SANS COUR SUPREME, ON POURRAIT SE POSER DES QUESTIONS. MAIS A L'INTERIEUR D'UNE EUROPE QUI EST EN REALITE, AVEC LA GRANDE-BRETAGNE, L'ALLEMAGNE FEDERALE, LE BENELUX, A LA POINTE DES GARANTIES JUDICIAIRES, C'EST UNE QUESTION TOUT A FAIT DIFFERENTE

-\

M. GICQUEL.- PEUT-ETRE UNE DERNIERE QUESTION SUR L'EUROPE, PARCE QUE LE TEMPS TOURNE DEJA ? QUESTION.- C'ETAIT JUSTEMENT LA SUITE DE CELLE-CI : - COMMENT POURRAIT-ON AVOIR UN ESPACE JUDICIAIRE EUROPEEN OU L'EXTRADITION SERAIT QUASI AUTOMATIQUE SI LES LEGISLATIONS PENALES NE SONT PAS SEMBLABLES ? LA FRANCE, PAR EXEMPLE, PRATIQUE LA PEINE\_DE\_MORT ET NOS PARTENAIRES N'ACCEPTERONT PAS D'EXTRADER DES PERSONNES QUI RISQUERAIENT LA PEINE\_DE\_MORT EN FRANCE ALORS QU'ELLE N'EST PAS PRATIQUEE CHEZ EUX - M. LE PRESIDENT.- VOUS VOUS TROMPEZ.... ENFIN JE VEUX DIRE QU'ILS LE FERAIENT PEUT-ETRE PUISQU'A L'HEURE ACTUELLE NOUS AVONS DES ACCORDS D'EXTRADITION BILATERAUX. DONC, IL NE FAUT PAS INQUIETER LES FRANCAIS SUR CE SUJET, IL FAUT VOIR LA REALITE, C'EST SIMPLEMENT DE DEFINIR DE FACON PLUS REGULIERE, PLUS SYSTEMATIQUE, LE PROBLEME DE LA COMPETENCE DES TRIBUNAUX PAR-RAPPORT AU CRIME CAR, JE VOUS LE REPETE, DANS UN CONTINENT QUI S'ORGANISE, L'IDEE QUE QUELQU'UN, JUGE CRIMINEL, ET NON PAS COUPABLE D'ACTIVITES POLITIQUES, POURRAIT S'INSTALLER A QUELQUES DIZAINES DE KILOMETRES ET NARGUER LES AUTORITES JUDICIAIRES, EST UNE IDEE QUI NE CORRESPOND PAS A L'\_ETAT DE DEVELOPPEMENT DE LA VIE JUDICIAIRE EUROPEENNE. QUESTION.- IL Y A DES MOMENTS OU LA DISTINCTION EST DIFFICILE. M. LE PRESIDENT.- JE NE LE CROIS PAS, MAIS C'EST UN PROBLEME A TRAITER AVEC BEAUCOUP DE SERIEUX. TOUTES LES INSTANCES COMPETENTES VONT SE METTRE AU TRAVAIL ET NOUS N'ALLONS PAS PRECIPITER LES CHOSES

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- LES PRISES D'OTAGES, C'EST UN DES PROBLEMES CRUCIAUX ACTUELLEMENT DANS TOUTES LES SOCIETES OCCIDENTALES. QUAND VOUS AVEZ FAIT LA PROPOSITION D'UN ESPACE JUDICIAIRE EUROPEEN, PENSIEZ-VOUS A CE PROBLEME ? M. LE PRESIDENT.- PAS UNIQUEMENT, JE VOUS LE DIS FRANCHEMENT. JE NE VEUX PAS DONNER A L'EUROPE UNE ALLURE REPRESSIVE. JE NE CROIS PAS QUE CE SOIT UNE BONNE IMAGE POUR ELLE, DONC JE PENSais AUX CRIMES. LE TERRORISME EST UN CRIME, MAIS IL Y A D'AUTRES FORMES DE CRIMES QUI DOIVENT ETRE TRAITEES PAR LES TRIBUNAUX DANS DES CONDITIONS IDENTIQUES. DONC CECI S'APPLIQUERAIT AUX CRIMES TERRORISTES, MAIS JE NE VEUX PAS QUE CE SOIT L'UNIQUE ANGLE POUR LEQUEL LE PROBLEME SOIT POSE. QUESTION.- CE N'EST PAS L'EUROPE DES POLICES ? M. LE PRESIDENT.- JE L'AI DIT AILLEURS, CE N'EST PAS L'EUROPE DES POLICES, C'EST L'EUROPE DES JUSTICES

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. GICQUEL.- PASSONS AU PROCHE-ORIENT, SI VOUS VOULEZ BIEN, MESSIEURS. LA CONFERENCE DU CAIRE FAIT SUITE A L'INITIATIVE COURAGEUSE ET TRES APPLAUDIE DU PRESIDENT SADATE, QUAND IL EST ALLE A JERUSALEM. A CE MOMENT-LA, ON S'EST DIT TOUT DE MEME QUE LA POLITIQUE DE LA FRANCE A L'EGARD DE CE GESTE ETAIT D'UNE GRANDE TIMIDITE. A-T-ELLE CHANGE ET, SI OUI, POURQUOI ? M. LE PRESIDENT.- JE VOUDRAIS DEVENIR UN BELLE EN ARRIERE. JE VOUDRAIS DIRE DEUX

M. LE PRESIDENT.- JE VOUDRAIS REVENIR UN PEU EN ARRIERE. JE VOUDRAIS DIRE DEUX OU TROIS CHOSES SIMPLES SUR LES PROBLEMES DU PROCHE-ORIENT, DES CHOSES QUI SEMBLANT MAL CONNUES. LA POLITIQUE FRANCAISE EST DOMINEE PAR UNE IDEE DEPUIS QUE J'EXERCE LA PRESIDENCE - CAR JE CROIS QUE DANS CES AFFAIRES, IL FAUT PARLER DE SES RESPONSABILITES, DE CE QU'ON FAIT - CETTE IDEE, C'EST QUE L'INTERET DE TOUS LES PAYS DU PROCHE-ORIENT, C'EST LA PAIX. C'EST MA CONVICTION. D'AUTRES PAYS OU D'AUTRES ANALYSES PEUVENT CONDUIRE A DES ATTITUDES DIFFERENTES, PAR EXEMPLE METTRE L'ACCENT SUR LA SECURITE D'ABORD ET ENSUITE SUR LA PAIX. JE CONSIDERE POUR MA PART QUE L'INTERET DE TOUTES LES PARTIES EN PRESENCE, C'EST LA PAIX. ET J'AI TROUVE DANS LA VISITE DU PRESIDENT SADATE A JERUSALEM L'ILLUSTRATION DE CETTE CONVICTION. CAR QUE S'EST-IL PASSE ? CE N'EST PAS L'ECHANGE DE DISCOURS QUI A ETE LE PLUS SIGNIFICATIF & C'EST LA REACTION HUMAINE DES POPULATIONS DEVANT CE QUE SERAIT UN \_ETAT DE PAIX. ET, POUR MA PART, LE PLUS IMPORTANT A ETE CETTE ESPECE DE PRISE DE CONSCIENCE QU'IL POURRAIT Y AVOIR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` DEUXIEME ELEMENT, QUE JE VOUDRAIS SOULIGNER, C'EST QUE LA POLITIQUE DE LA FRANCE, CONTRAIREMENT A CE QU'ON A DECRIE SOUVENT, PAS TELLEMENT EN FRANCE, MAIS PARFOIS HELAS A L'EXTERIEUR, N'EST PAS DU TOUT DICTEE PAR DES CONSIDERATIONS D'INTERET ET ENCORE MOINS D'INTERETS PETROLIERS. POUR UNE RAISON TRES SIMPLE : C'EST QUE NOUS ACHETONS NOTRE PETROLE AU PRIX INTERNATIONAL, ET QUE S'IL Y AVAIT UNE CRISE OU EN EMBARGO, AUCUN PAYS NE POURRAIT SE PROTEGER TOUT SEUL & NOUS AVONS TRES BIEN VU, AU MOMENT DES EVENEMENTS DE L'AUTOMNE 1973, QU'IL Y A UNE UNITE, EN REALITE, DE MARCHÉ EUROPEEN OU INTERNATIONAL DU PETROLE. DONC, L'IDEE QUE NOUS RECHERCHERIONS DES AVANTAGES, SOIT DE PRIX, SOIT D'APPROVISIONNEMENT PAR NOTRE POLITIQUE AU PROCHE-ORIENT EST TOTALEMENT INEXACTE. ENFIN, IL Y A UN ELEMENT IMPORTANT, NOUS Y REVIENDRONS TOUT A L'HEURE, C'EST LA SENSIBILITE DE CE PROBLEME POUR CE QUI EST D'ISRAEL. ET JE CROIS QU'A COTE DES ELEMENTS RATIONNELS QUI SONT A PRENDRE EN CONSIDERATION - NOUS EN PARLERONS - IL Y A LES ELEMENTS DE SENSIBILITE : PARCE QUE LE PEUPLE ISRAELIEN EST UN PEUPLE QUI A CONNU UN MARTYRE HISTORIQUE ET, JE PEUX LE DIRE D'AUTANT PLUS QUE J'AI ETE LE PREMIER CHEF \_D\_ ETAT DU MONDE A AVOIR PRIS LA PAROLE A AUSCHWITZ POUR EVOQUER SUR \_PLACE LE MARTYRE DU PEUPLE JUIF. DONC, DANS TOUS LES PROBLEMES DU PROCHE-ORIENT, A COTE DES ELEMENTS RATIONNELS, IL NE FAUT PAS OUBLIER NATURELLEMENT LES ELEMENTS DE SENSIBILITE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` VOUS DITES D'ABORD QUE NOUS AVONS ETE TIMIDES, AU MOMENT DE LA VISITE... M. GICQUEL... DU PRESIDENT SADATE A JERUSALEM ` ISRAEL ` . M. LE PRESIDENT.- NOUS N'AVONS PAS ETE TIMIDES. SIMPLEMENT, NOUS NE NOUS SOMMES PAS EXPRIMES. POURQUOI ? IL NE FAUT PAS CONFondre, DANS LE MONDE ACTUEL, LES FONCTIONS DE L'INFORMATION ET LES FONCTIONS DU GOUVERNEMENT. CE NE SONT PAS LES MEMES FONCTIONS, ET JE N'AI PAS A M'EXPRIMER COMME UN PARTICULIER OU UN CITOYEN. JE M'EXPRIME COMME UN GOUVERNEMENT. VOUS SAVEZ, VOUS LE RAPPELIEZ TOUT A L'HEURE, J'AI, AVEC LE PRESIDENT SADATE, DES RAPPORTS ETROITS, JE DIRAIS CONFIANTS ET, D'AILLEURS, JE LUI AI ENVOYE UN MESSENGER PERSONNEL AU MOIS DE JUILLET & IL LUI A FAIT PART D'UN CERTAIN NOMBRE D'INTENTIONS & JE LUI AI ENVOYE RECEMMENT UN AUTRE MESSENGER PERSONNEL, ET VOUS SAVEZ QUE NOUS AVONS A PARIS LE VICE-PRESIDENT DE L'EGYPTE, QUE JE RECOIS D'AILLEURS DEMAIN MATIN & NOUS AVONS DONC DES CONTACTS TRES FREQUENTS. OR, DANS CETTE CIRCONSTANCE, LE PRESIDENT SADATE A TENU A AGIR SEUL, IL N'A CONSULTE PERSONNE, IL N'A INFORME PERSONNE. C'ETAIT DONC UN ACTE, SI VOUS VOULEZ, QU'IL A ENTREPRIS LUI-MEME. QUEL ETAIT

L'ESSENTIEL DE CET ACTE ? C'ETAIT DE FAIRE UN DISCOURS, PUISQU'IL ALLAIT EN REALITE A JERUSALEM POUR PARLER DEVANT LE PARLEMENT ISRAELIEN. OR, A-PARTIR DU MOMENT OU NOUS NE CONNAISSONS PAS LE CONTENU DE CE DISCOURS, EST-CE QUE C'ETAIT LE ROLE DU GOUVERNEMENT, LE ROLE DE LA FRANCE, DE PRENDRE UNE POSITION PAR-RAPPORT A UN TEXTE DONT, JE LE REPETE, NOUS IGNORIONS TOTALEMENT LE CONTENU ? DONC, IL ETAIT NORMAL QUE L'ATTITUDE DE LA FRANCE, DE LA FRANCE EN TANT QUE GOUVERNEMENT, SOIT UNE ATTITUDE DE RESERVE. PAR CONTRE, ET TRES NORMALEMENT, A LA PREMIERE REUNION GOUVERNEMENTALE SUIVANTE, C'EST-A-DIRE LE MERCREDI SUIVANT, NOUS AVONS FAIT CONNAITRE NOTRE SENTIMENT

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` ROLAND FAURE.- LES RELATIONS DE LA FRANCE ET D'ISRAEL NE SONT PAS TRES BONNES. C'EST PARFOIS MAL RESSENTI PAR L'OPINION FRANCAISE. AINSI, LE PREMIER MINISTRE ISRAELIEN, MONSIEUR BEGIN, EST ALLE RECEMMENT EN ANGLETERRE £ IL EST REPARTI POUR LA DEUXIEME FOIS AUX ETATS-UNIS. SON MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES, MONSIEUR DAYAN, ETAIT EN ALLEMAGNE, A BRUXELLES £ ILS NE VIENNENT PAS EN FRANCE. EST-CE QUE, PAR EXEMPLE, L'INVITATION QUI AVAIT ETE FAITE AU PREMIER MINISTRE ISRAELIEN, LORSQUE C'ETAIT MONSIEUR RABIN, SERA RENOUVELEE ? EST-CE QUE VOUS PENSEZ QU'UN GESTE PEUT ETRE FAIT POUR AMELIORER CES RELATIONS ? M. LE PRESIDENT.- VOUS POSEZ UN PROBLEME. IL EST VRAI QUE, SOUVENT LORSQUE L'ON PENSE A LA POLITIQUE ETRANGERE DE LA FRANCE AU PROCHE-ORIENT, ON A DES PREJUGES. OR, C'EST UNE POLITIQUE, JE LE REPETE. ET JE REVIENS UN PEU EN ARRIERE POUR REpondRE A VOTRE QUESTION. JE CONSIDERE QUE L'OBJECTIF C'EST LA PAIX. ET QUE LA PAIX, POUR EXISTER, NE PEUT ETRE Q'UNE PAIX GLOBALE. SI LA PAIX N'EST PAS GLOBALE, IL N'Y AURA PAS DE PAIX AU PROCHE-ORIENT. IL Y AURA UN DESENGAGEMENT PLUS OU MOINS LIMITE DANS UNE PARTIE DU PROCHE-ORIENT. M. JEAN DANIEL.- C'EST CE QUE DIT LE PRESIDENT SADATE. M. LE PRESIDENT.- C'EST CE QUE DIT LE PRESIDENT SADATE. UN JOURNALISTE.- M. BEGIN L'A DIT AUJOURD'HUI AUSSI

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` M. LE PRESIDENT.- DONC, UNE PAIX GLOBALE. UNE PAIX GLOBALE DOIT ETRE ACCEPTABLE PAR TOUTES LES PARTIES INTERESSEES, C'EST-A-DIRE D'UNE\_PART PAR L'ENSEMBLE DES PAYS ARABES INTERESSES, ET D'AUTRE\_PART PAR ISRAEL. ET POUR ETRE ACCEPTABLE, AU TOTAL, IL FAUT QUE CE SOIT UNE PAIX JUSTE, C'EST-A-DIRE DANS LAQUELLE CHACUN TROUVE UNE REponse A SES PREOCCUPATIONS FONDAMENTALES. ET NOUS N'AVONS JAMAIS DEVIE DE CETTE LIGNE. PAIX GLOBALE, C'EST-A-DIRE ACCEPTABLE PAR TOUS ET DONC PAIX JUSTE. AU POINT\_DE\_VUE DES CONTACTS, NOUS N'AVONS PAS EU RECEMMENT LA VISITE DE DIRIGEANTS, DE CHEFS\_D\_ETAT D'ISRAEL. J'AVAIS INVITE EFFECTIVEMENT LE PREMIER MINISTRE D'ISRAEL A VENIR EN FRANCE. IL Y A EU DES ELECTIONS, UN CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT ET NOUS AVONS INDIQUE QUE NOUS MAINTENIONS NOTRE INVITATION. ET JE PEUX VOUS DIRE MAINTENANT QUE, SACHANT QUE M. CHABAN-DELMAS SE RENDAIT EN ISRAEL, VOICI QUELQUES SEMAINES, JE L'AI CHARGE, AVANT SON DEPART, D'UNE MISSION PERSONNELLE VIS-A-VIS DE M. BEGIN, POUR EXAMINER LES CONDITIONS DE SA VISITE, DE FACON QU'ELLE PUISSE ETRE RESSENTIE COMME UNE VISITE UTILE, PARCE QUE, COMME CE DEVAIT ETRE LA PREMIERE DEPUIS UNE LONGUE PERIODE, IL FALLAIT QU'ELLE DONNE CE SENTIMENT D'UTILITE. JE PRENDS TOUT DE SUITE UN EXEMPLE. IL Y A EU, EN EFFET, UNE VISITE DE M. BEGIN EN ANGLETERRE. QUE S'EST IL PASSE ? VOUS AVEZ VU LES COMPTE\_RENDUS DE LA PRESSE. PENDANT CETTE VISITE, LES AUTORITES BRITANNIQUES ONT ESSENTIELLEMENT INSISTE POUR QUE M. BEGIN FASSE UN GESTE, APPORTE UNE REponse POSITIVE AUX DEMANDES, AUX INITIATIVES DU PRESIDENT SADATE. EH BIEN

- SI, PAR EXEMPLE, LA VISITE DE M. BEGIN S'ETAIT DEROULEE ICI DANS LES MEMES CONDITIONS, ELLE AURAIT ETE RESSENTIE COMME NEGATIVE EN-RAISON DES ELEMENTS PASSES DES RELATIONS FRANCO - ISRAELIENNES. C'EST POURQUOI, A MON AVIS, LA VISITE DE M. BEGIN DOIT ETRE UNE VISITE UTILE ET J'AURAI L'OCCASION, TOUT A L'HEURE, DE VOUS DIRE SUR QUELS SUJETS, A MON AVIS, ELLE POURRAIT PORTER

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. MAX CLOS.- APPAREMMENT, LES DEUX CLEFS DU PROCHE-ORIENT, C'EST ISRAEL ET LES PALESTINIENS. DU COTE ISRAELIEN, IL Y A, A LA FOIS, UNE PATRIE ET UN ETAT. DU COTE PALESTINIEN, ON A BEAUCOUP PARLE DE PATRIE PALESTINIENNE. M. LE PRESIDENT.- C'EST MOI QUI EN AI PARLE £ MAINTENANT, C'EST LE VOCABULAIRE INTERNATIONAL. M. MAX CLOS.- VOUS-MEME EN AVEZ PARLE. MAIS CE QUI MANQUE APPAREMMENT, C'EST UN ETAT PALESTINIEN. OR, QU'EST-CE QUE C'EST QU'UNE PATRIE PALESTINIENNE SANS ETAT PALESTINIEN ? QUELLE EST VOTRE VISION DE LA SOLUTION DE CE PROBLEME ? M. LE PRESIDENT.- REMARQUEZ QUELQUE CHOSE £ ON CRITIQUE SOUVENT LA POSITION DU GOUVERNEMENT FRANCAIS SUR CES SUJETS. JE DISAIS TOUT A L'HEURE QUE J'AI REMARQUE LE DISCOURS A LA TELEVISION DU PRESIDENT SADATE, A LA TRIBUNE DU PARLEMENT D'ISRAEL. J'AI BIEN ECOUTE CE DISCOURS. LE PRESIDENT SADATE QUI ETE LONGUEMENT APPLAUDI A LA FIN, A TENU DES PROPOS QUI VONT TRES AU-DELA DE CE QUE SONT LES THESES EXPRIMEES PAR LE GOUVERNEMENT FRANCAIS. IL A DIT TROIS CHOSES : LA PREMIERE CHOSE QU'IL A DITE, C'EST : PAS QUESTION DE NEGOCIER UNE PAIX SEPEREE. IL L'A DIT DE LA FACON LA PLUS CLAIRE. QUAND IL LE REDIT MAINTENANT, IL CONFIRME CE QU'IL A DIT A LA TRIBUNE. IL A DIT ENSUITE QU'IL FALLAIT L'EVACUATION DE TOUS LES TERRITOIRES OCCUPES, Y COMPRIS JERUSALEM. VOUS L'AVEZ ENTENDU COMME MOI, CE QUE NOUS N'AVIONS JAMAIS INDIQUE. ET IL A DIT ENFIN QU'IL FALLAIT LA RECONNAISSANCE D'UN ETAT PALESTINIEN ALORS QUE, COMME VOUS VENEZ DE LE DIRE, NOUS EMPLOYONS L'EXPRESSION DE PATRIE, C'EST-A-DIRE D'UN ENDROIT OU S'INSTALLENT, OU SE RECONNAISSENT LES PALESTINIENS, OU ENSUITE ILS S'ORGANISENT SUIVANT UNE EXPRESSION POLITIQUE A DEFINIR

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` DONC, IL EST FRAPPANT DE VOIR QUE, LORSQUE LE PRESIDENT SADATE VA BEAUCOUP PLUS LOIN DANS SES THESES QUE NOUS N'ALLONS NOUS-MEMES, IL EST CEPENDANT APPLAUDI. DONC, JE CROIS QUE, SUR CE SUJET, IL FAUT ENLEVER L'ELEMENT PASSIONNEL ET VOIR QUELS SONT LES SUJETS DE FOND. C'EST UN PROBLEME SUR LEQUEL IL Y A DES DROITS ET SI L'ON NE CONNAIT PAS CES DROITS, LE PROBLEME DE FOND NE SERA JAMAIS REGLE. IL Y A LE DROIT DES ETATS ARABES A RECUPERER LES TERRITOIRES OCCUPES. POURQUOI ? C'EST PARCE QUE LA GUERRE DE 1967 `DATE` N'ETAIT PAS UNE GUERRE D'ANNEXION TERRITORIALE. C'ETAIT UNE GUERRE DEFENSIVE, EN REALITE DE PROTECTION, ET DONC IL N'Y A AUCUN ELEMENT JURIDIQUE ET MORAL QUI PERMETTE DE PRIVER LES ETATS ARABES DE LA RECUPERATION DE LEURS TERRITOIRES. LE DEUXIEME ELEMENT, C'EST LE DROIT, POUR LES PALESTINIENS, D'EXISTER, ET D'EXISTER SUIVANT LA FORME MODERNE DE L'EXISTENCE : C'EST-A-DIRE QU'UNE POPULATION DOIT ETRE ORGANISEE, REPRESENTEE, DOTE E D'UN CERTAIN NOMBRE DE MOYENS D'ADMINISTRATION ET PARTICIPER A LA VIE REELLE DE SON TEMPS. SI CE DROIT N'EST PAS RECONNU, IL N'Y A PAS DE SOLUTION DE FOND AU PROBLEME. ET LE TROISIEME ELEMENT QUI EST IMPORTANT, C'EST LE DROIT DU PEUPLE D'ISRAEL A VIVRE EN SECURITE. DANS LA VISITE DU PRESIDENT SADATE, IL Y A, A MON AVIS, UNE REponse PARTIELLE A CETTE DERNIERE QUESTION, PUISQUE, PAR CETTE VISITE, IL A MONTRE QU'ON POUVAIT IMAGINER UN \_ETAT DE RAPPORT QUI NE SOIT PAS SIMPLEMENT L'\_ETAT DE RAPPORT DE PRECAUTION DE PAYS HOSTILES, MAIS UN CERTAIN RAPPORT DE COHABITATION. DONC, JE PENSE, COMME VOUS, QUE C'EST SUR CES SUJETS DE FOND QU'INEVITABLEMENT LA CONVERSATION VA SE NOUER

VA SE NOUER

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` ALORS, DANS LES INITIATIVES SUCCESSIVES DU PRESIDENT SADATE, JE CROIS QU'AU\_LIEU DE VOIR UNE TENTATIVE POUR ABOUTIR A UNE SOLUTION PARTIELLE DU PROBLEME, IL FAUT VOIR QUE L'ON REVIENT A UNE IDEE DONT, D'AILLEURS, NOUS AVONS EU L'OCCASION DE NOUS ENTREtenir, QUI ETAIT LA PREPARATION DE LA FUTURE REUNION D'ENSEMBLE, CAR A-PARTIR DU MOMENT OU IL FAUT QU'IL Y AIT UNE PAIX GLOBALE, IL EST EVIDENT QUE TOUTES LES PARTIES INTERESSEES, TOUS LES PAYS INTERESSES DEVRONT, TOT OU TARD, Y PARTICIPER. ET LA FORMULE QUI ETAIT ENVISAGEE, C'EST-A-DIRE D'ALLER TOUT DE SUITE A GENEVE, UN GENEVE NON\_PREPARE, RISQUAIT BIEN D'ETRE UN ECHEC ET DONC D'ABOUTIR TOUT A COUP A UN VIDE, AVEC TOUS LES RISQUES D'AFFRONTEMENT QUI POURRAIENT RECOMMENCER. DONC, L'IDEE ACTUELLE, C'EST DE PREPARER, PAR DES CONVERSATIONS SUR LA PROCEDURE, PAR DES CONVERSATIONS SUR LE FOND QUI SE DEROULENT ICI OU LA, LA MANIERE DONT UNE REUNION D'ENSEMBLE - QU'ELLE SE TIENNE A GENEVE OU A L'INVITATION DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS-UNIES `KURT WALDHEIM` - FINIRAIT PAR REGLER LE PROBLEME

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` ROGER GICQUEL.- EST-CE QU'IL NE PEUT PAS Y AVOIR D'AUTRES REUNIONS, D'AUTRES CONFERENCES ? ON A LAISSE ENTENDRE UNE SUITE A LA CONFERENCE DU CAIRE, APRES GENEVE, ET ON A MEME MURMURE LE NOM DE PARIS. M. LE PRESIDENT.- LE POINT EST QUE LA FRANCE NE VEUT PAS INTERVENIR DANS CETTE PROCEDURE, CAR NOUS NE FAISONS PAS PARTIE DE CETTE PROCEDURE. DONC NOUS N'AVONS A EXPRIMER DES POSITIONS QUE SUR LE FOND, MAIS PAS SUR LA PROCEDURE. L'IDEE, C'EST D'ELEVER PROGRESSIVEMENT LE NIVEAU DE LA DISCUSSION. ACTUELLEMENT, C'EST UN NIVEAU D'EXPERTS, D'EXPERTS ELEVES, MAIS D'EXPERTS. L'ETAGE SUIVANT POURRAIT ETRE AU NIVEAU DE MINISTRES DES AFFAIRES ETRANGERES ET L'ETAGE FINAL, C'EST-A-DIRE LA REUNION D'ENSEMBLE, POURRAIT ALORS ETRE UNE REUNION AU SOMMET. ALORS, JE VOUDRAIS DIRE OU SE SITUE, A MES YEUX, DEPUIS LE DEBUT, LA POSSIBILITE D'UN ROLE UTILE POUR LA FRANCE. DANS LES DEBATS PRECEDENTS, LA FRANCE A PU EXPRIMER UNE OPINION £ C'EST QUELQUE CHOSE QUE NOUS AVONS A TRAITER, MAIS ELLE N'A PAS D'ELEMENT DIRECT A APPORTER, QU'IL S'AGISSE DE L'EVACUATION DES TERRITOIRES OCCUPES, OU QU'IL S'AGISSE DU PROBLEME DES DROITS ET DE LA PATRIE DU PEUPLE PALESTINIEN

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` PAR CONTRE, IL Y A UN PROBLEME QUI, D'AILLEURS, A ETE EVOQUE RECEMMENT, QUI SERA CENTRAL, C'EST LE PROBLEME DE LA SECURITE DE LA REGION `ISRAEL ` PROBLEME PALESTINIEN`. JUSQU'A PRESENT, ON POSE CE PROBLEME DE SECURITE EN TERMES DE PRECAUTION MILITAIRE, OCCUPATION DE TERRAIN, DISPONIBILITE D'ARMEMENTS DE TOUTE \_NATURE, ALORS QUE SI L'ON ENTRE DANS UNE SITUATION DE PAIX, CE SERA UN RESEAU DE GARANTIES REGIONALES OU INTERNATIONALES QUI PEUT SE SUBSTITUER A CE DISPOSITIF DE PRECAUTION. JE SUIS CONVAINCU QUE LA PHASE FINALE DE LA DISCUSSION PORTERA SUR LES GARANTIES, ET JE PENSE QUE LA FRANCE, ET L'EUROPE, EN-RAISON DE LEUR PUISSANCE INDUSTRIELLE, DE LEUR ROLE DANS LES INDUSTRIES DE FABRICATION DES MATERIELS, AURONT,... PEUVENT AVOIR UNE CONTRIBUTION IMPORTANTE A APPORTER A CETTE DEFINITION ET, PEUT-ETRE, A CETTE MISE EN\_OEUVRE DES GARANTIES. JE VOUS INDIQUE QUE CE PROBLEME DES GARANTIES EST UN PROBLEME DONT JE SOUHAITERAIS M'ENTREtenir PERSONNELLEMENT AVEC M. BEGIN

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` QUESTION.- LE PRESIDENT SADATE A, L'AUTRE JOUR, AU-COURS D'UNE INTERVIEW, A LAQUELLE JE PARTICIPAI, PARLE DE LA CAUTION DE LA FRANCE DANS CES GARANTIES. IL A EGALEMENT PARLE D'UNE INITIATIVE A LAQUELLE

IL AVAIT SONGE AVEC VOUS, AU\_LIEU DE CELLE QU'IL A FINALEMENT RETENUE, DE SE RENDRE A JERUSALEM. QUELLE ETAIT-ELLE ? M. LE PRESIDENT.- IL VOUS A PARLE A VOUS-MEME DE CES QUESTIONS. J'AI D'AILLEURS SUIVI AVEC BEAUCOUP D'INTERET LES DECLARATIONS QU'IL A FAITES AU CLUB DE LA PRESSE. IL Y A QUELQUE CHOSE QUE NOUS N'AVONS PAS EVOQUE, C'EST LA PRESENCE DES SUPER-PUISSANCES DANS LA REGION. JE CROIS QUE C'EST ESSENTIEL D'EVITER QUE LE PROCHE-ORIENT NE REDEVienne UN LIEU DE MANOEUVRE ET D'AFFRONTEMENT DES SUPER-PUISSANCES. QUESTION.- C'EST CE QUI SE PASSE ACTUELLEMENT. M. LE PRESIDENT.- C'EST CE QUI SE PASSE SUR-LE-PLAN DIPLOMATIQUE, MAIS QUI NE SE PASSE PAS SUR-LE-PLAN DES LIVRAISONS DE MATERIELS, DE LA \_CONSTITUTION DE FORCES, COMME CELA S'EST PASSE AVANT 1973. DONC JE PENSE QU'IL NE FAUT PAS ESSAYER D'IGNORER DANS CETTE AFFAIRE L'INFLUENCE ET LE ROLE DE L'UNION SOVIETIQUE `URSS`, ET NOUS CONSIDERONS QUE LE STADE FINAL EST UN STADE QUI DOIT NECESSAIREMENT ASSOCIER LA PARTICIPATION DE TOUTES LES PARTIES QUI PEUVENT ETRE INTERESSEES. D'AILLEURS, IL NE PEUT PAS Y AVOIR DE GARANTIES, IL N'Y AURA PAS DE GARANTIES SI N'Y PARTICIPE PAS L'ENSEMBLE DES PUISSANCES SUSCEPTIBLES DE MODIFIER L'EQUILIBRE AU PROCHE ORIENT. PARMIS CES PUISSANCES FIGURE EVIDEMMENT L'UNION SOVIETIQUE

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` J. DANIEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JUSQU'AU MOMENT OU LA FRANCE S'EXPRIME, CE QUE VOUS FAITES A L'HEURE ACTUELLE, IL Y AVAIT DES AMBIGUITES QUE VOUS DEVEZ COMPRENDRE. JE VEUX DIRE QU'IL NE FAUT PAS EN ACCUSER L'OPINION. LA PREMIERE, C'EST QUE TOUT DE SUITE APRES LE PRESIDENT SADATE, IL N'Y A PAS EU SILENCE & IL Y A EU RESERVE EXPRIMEE PAR LE PREMIER MINISTRE, D'UNE MANIERE QUI N'ETAIT PAS CLAIRE, C'EST LE MOINS QU'ON PUISSE DIRE, AUX YEUX DE CERTAINS D'ENTRE NOUS. LA CHALEUR DE VOTRE RALLIEMENT, OU DE VOTRE ADHESION, EST SI GRANDE AUJOURD'HUI QUE JE VOUS ASSURE QUE POUR UN CERTAIN NOMBRE DE FRANCAIS, POUR UN CERTAIN NOMBRE D'INFORMATEURS EN TOUT CAS, CELA FAIT UNE SURPRISE, POUR MA PART UNE TRES BONNE SURPRISE. DE CE POINT\_DE\_VUE, D'AILLEURS, CETTE TENTATIVE EXTREMEMENT IMPORTANTE POUR FAIRE ECOOUTER LA FRANCE, EST FREINEE PAR UN CERTAIN NOMBRE D'AMBIGUITES QUI DEMEURENT, ET QUE VOUS AUREZ A VAINCRE, PARCE QUE JE ME SUIS TOUJOURS DEMANDE COMMENT ON S'Y PRENAIT POUR FAIRE QUE DANS DES AFFAIRES QUI NE NOUS CONCERNENT PAS DIRECTEMENT, LE PROCHE-ORIENT, OU LE CONFLIT ENTRE ALGERIE ET MAROC, NOUS PASSIONS POUR N'ETRE PAS NEUTRES. ON NOUS ENLEVE, ON VOUS ENLEVE CETTE AUTORITE D'ARBITRE QUI DEVRAIT ETRE GARDEE. VOUS AVEZ DU MAL A VOUS FAIRE ENTENDRE D'ISRAEL, VOUS AUREZ DU MAL A VOUS FAIRE ENTENDRE DES ALGERIENS. NOUS NE SAVONS PAS ETRE NEUTRES. ET C'EST CE QUI DONNE CETTE IMPRESSION D'UNE CERTAINE INCOHERENCE A\_L\_ETRANGER, ET DANS UNE PARTIE DE L'OPINION. MAIS IL N'Y A PAS DE PROCES D'INTENTION, IL Y A UN CONSTAT

-\

`POLITIQUE ETRANGERE` `REPONSE` M. LE PRESIDENT.- OUI, N'EST-CE PAS, JE VOUS REMERCIE DE VOTRE APPROBATION. IL NE S'AGIT PAS DE RALLIEMENT, IL S'AGIT D'UNE LIGNE... J. DANIEL.- ELLE EST UN PEU BRISEE

- M. LE PRESIDENT.- NON, ELLE EST TRES CLAIRE. JE L'EXPRIME, LORSQUE J'ESTIME UTILE QU'ELLE S'EXPRIME. JE NE SUIS PAS CHARGE D'UNE MISSION D'INFORMATION, JE SUIS CHARGE D'UNE MISSION DE CONDUITE DES AFFAIRES, ET DE REPRESENTATION DES GRANDS INTERETS DE LA FRANCE. OR IL EST PARFAITEMENT CLAIR, TOUT LE MONDE LE SAIT TRES BIEN, QUE DANS CETTE LIGNE POLITIQUE EN\_FAVEUR DE LA PAIX, EN-PARTICULIER D'APPUI A DES INITIATIVES POUVANT ALLER VERS UNE PAIX GLOBALE, NOUS AVONS TOUJOURS ETE FAVORABLES A CETTE LIGNE. MAIS IL FAUT VOIR

L'ENSEMBLE DES ELEMENTS, C'EST-A-DIRE QU'IL FAUT TOUJOURS SE SOUVENIR DES AUTRES ELEMENTS. LORSQUE LE PREMIER MINISTRE `RAYMOND BARRE` A PARLE L'AUTRE SOIR DU DISCOURS DE M. LE PRESIDENT SADATE, IL A RAPPELE QUELQUE CHOSE QUI EST FONDAMENTAL, ET QUE L'ON VOIT A L'HEURE ACTUELLE, C'EST QUE LE PROBLEME NE POURRA ETRE RESOLU QUE SI LES PROBLEMES DE FOND SONT TRAITES. ET D'AILLEURS LE PRESIDENT SADATE, PARLANT A JERUSALEM, A ENUMERE LES PROBLEMES DE FOND. IL FAUT SAVOIR QUE JUSQU'A PRESENT IL N'Y A PAS EU DE PROGRES ENREGISTRE SUR LES PROBLEMES DE FOND. ON S'EST RAPPROCHE DES CIRCONSTANCES DANS LESQUELLES CES PROGRES POURRAIENT ETRE ENREGISTRES, MAIS ON NE LES A PAS JUSQU'A PRESENT ENREGISTRES. DEUXIEMEMENT, UN ELEMENT IMPORTANT QUE J'AI SOULIGNE EST QUE L'ENSEMBLE DES PAYS ARABES INTERESSES DEVAIT POUVOIR APPROUVER LA SOLUTION GLOBALE. CAR SINON CE NE SERAIT PAS UNE SOLUTION GLOBALE. DONC NOUS DEVONS FAIRE EN SORTE DE NE PAS ACCENTUER PAR NOTRE ATTITUDE OU NOTRE INTERPRETATION LES DIVISIONS QUI PEUVENT APPARAITRE, OU QUE L'ON PEUT CREUSER, D'AILLEURS ENTRE UN CERTAIN NOMBRE DE PAYS ARABES DIRECTEMENT INTERESSES. C'EST DONC CE QUI EXPLIQUE NOTRE ATTITUDE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` ALORS VOUS DIREZ : IL FAUT ETRE NEUTRE. IL FAUT FAIRE ATTENTION PARCE QUE NOUS VERRONS TOUT A L'HEURE QUE QUAND ON EST NEUTRE, ON EST ABSENT. J. DANIEL.- QUAND ON EST PARTISAN, ON NE PEUT ETRE PRESENT QUE D'UN SEUL COTE. M. LE PRESIDENT.- IL NE S'AGIT PAS D'ETRE PARTISAN, IL S'AGIT D'AVOIR UNE CONCEPTION. NOUS AVONS UNE CONCEPTION, - QUI D'AILLEURS FINALEMENT APPARAIT COMME ETANT LA CONCEPTION EUROPEENNE. IL Y A QUELQUES ANNEES, CE N'ETAIT PAS LA CONCEPTION EUROPEENNE. A L'HEURE ACTUELLE ELLE EST COMMUNE AUX NEUF, - ET C'EST LA PRIORITE DONNEE A LA RECHERCHE DE LA PAIX GLOBALE, DE LA PAIX JUSTE ET GLOBALE SUR LES AUTRES APPROCHES DU PROBLEME. ET JE CROIS QU'AUJOURD'HUI, PUISQU'ON AVANCE DANS CETTE DIRECTION, IL EST TOUT A FAIT NORMAL QUE LA FRANCE, SANS OUBLIER NATURELLEMENT L'ENSEMBLE DES PROBLEMES, PARTICIPE A CETTE ORIENTATION. M. DELARUE.- MAIS EN SOMME, MONSIEUR LE PRESIDENT, SI NOUS SOUHAITONS UNE PAIX GLOBALE, S'IL N'Y A PAS D'AUTRE SOLUTION POUR NOUS QU'UNE PAIX GLOBALE, NOUS ACCEPTONS... ENFIN NOUS TROUVONS BON QU'IL Y AIT UNE NEGOCIATION SEPAREE, PARCE QUE C'EST LE CAS MAINTENANT. M. LE PRESIDENT.- IL Y A UNE APPROCHE SEPAREE. IL N'Y A PAS LA VOLONTE DE NEGOCIATION SEPAREE, MEME SUR DES POINTS SYMBOLIQUES, PUISQU'AU CAIRE, NOUS L'AVONS VU, LES PLACES DE DIFFERENTS PARTICIPANTS RESTENT OFFERTES. DONC C'EST UNE APPROCHE SEPAREE MAIS QUI, NOUS EN AVONS RECU A PLUSIEURS REPRISES L'ASSURANCE, N'A DE SENS QUE COMME APPROCHE VERS UN REGLEMENT GLOBAL

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. J. DANIEL.- SI VOUS PERMETTEZ, M. LE PRESIDENT, UN PETIT POINT TRES TECHNIQUE SUR LE PROCHE-ORIENT, SUR NOS RELATIONS AVEC L'IRAK. M. CHIRAC, D'ABORD, M. BARRE, ENSUITE, ONT CONCLU UN ACCORD D'AILLEURS TRES AVANTAGEUX POUR LA FRANCE, AU TERME DUQUEL NOUS DEVIONS CEDER DEUX CENTRALES NUCLEAIRES. IL SEMBLE, SELON NOS INFORMATIONS, QUE DANS LES CLAUSES DE CE CONTRAT UNE CLAUSE AIT ETE LAISSEE EN BLANC, C'EST CELLE QUI DEVRAIT PRECISER LA \_NATURE DU COMBUSTIBLE QUI DEVRA ALIMENTER CES CENTRALES NUCLEAIRES. SI VOUS PERMETTEZ, JE RAPPELE POUR LES TELESPECTATEURS QUE LE COMBUSTIBLE, C'EST DE L'URANIUM, ET QUE SELON QU'IL EST PLUS OU MOINS ENRICHIS, IL SERT A DES FINS CIVILES OU MILITAIRES. ALORS, JE VOUDRAIS SIMPLEMENT QUE VOUS NOUS RASSURIEZ. CE N'EST PAS SOUS LE PRETEXTE QUE NOUS N'AVONS PAS SIGNE LE TRAITE DE NON\_ PROLIFERATION DES ARMES NUCLEAIRES QUE NOUS ALLONS ALIMENTER L'IRAK. JE VEUX DIRE EN NUCLEAIRE

NUCLEAIRES QUE NOUS ALLONS ALIMENTER L'IRAK, JE VEUX DIRE, EN NUCLEAIRE MILITAIRE ? M. LE PRESIDENT.- D'ABORD, POUR LA CLARTE DU DEBAT, L'IRAK NE FAIT PAS PARTIE DES PAYS DU CHAMP DE BATAILLE. IL N'Y A PAS DE FRONTIERE COMMUNE AVEC ISRAEL. C'EST UNE AUTRE QUESTION. JE SUIS TRES PREOCCUPE, VOUS LE SAVEZ, DE LA POLITIQUE FRANCAISE DE NON\_PROLIFERATION. D'AILLEURS DANS NOTRE PROCHAIN ENTRETIEN, J'ESPERE, AVEC LES MEMES PARTICIPANTS, EN JANVIER JE PARLERAI DE CE SUJET, DES ATTITUDES, DES DECISIONS QUE NOUS AVONS A PRENDRE DANS CE DOMAINE. MAIS JE PEUX VOUS INDIQUER, CONCERNANT L'IRAK, QU'IL S'AGIT DE FOURNITURES DE CENTRALES CLASSIQUES ET DE COMBUSTIBLE CLASSIQUE, A L'EXCLUSION DE TOUTE AUTRE DISPOSITION. M. JEAN DANIEL.- LA CLAUSE EN BLANC N'EXISTE PAS

-

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. MAX CLOS.- MONSIEUR LE PRESIDENT, JE REVIENS UNE SECONDE SUR LE PROBLEME DE LA SOLUTION GLOBALE. C'EST L'IDEAL - CELA SUPPOSE : ISRAEL, LES PAYS ARABES, LES AMERICAINS, LES RUSSES.... DIFFICILE - SI ON N'Y ARRIVE PAS, EST-CE QU'IL FAUT VRAIMENT ATTENDRE SANS RIEN FAIRE ? JE VEUX DIRE, EN N'APPUYANT PERSONNE, EN NE BOUGEANT PAS NOUS-MEMES ? OU EST-CE QU'ON NE PEUT PAS ESSAYER DE SOUTENIR, AU MOINS D'ENCOURAGER MEME LES SOLUTIONS SEPARÉES ? ENFIN, JE NE DIRAI PAS "SEPARÉES" PUISQUE TOUT LE MONDE ELIMINE LA PAIX SEPARÉE, BIEN SUR, MAIS EN TOUS CAS DES SOLUTIONS PARTIELLES, DISONS ? M. LE PRESIDENT.- QUAND ON DIT SOLUTION GLOBALE, CELA NE VEUT PAS DIRE QU'IL Y A UNE SOLUTION DANS LAQUELLE L'UNION SOVIETIQUE `URSS` ET LES ETATS-UNIS DOIVENT ETRE PARTICIPANTS. LA SOLUTION GLOBALE, C'EST UNE SOLUTION ACCEPTABLE PAR LES PARTIES EN CAUSE, C'EST-A-DIRE PAR LES PAYS DU PROCHE-ORIENT. IL EST SOUHAITABLE QUE CETTE SOLUTION SOIT JUGÉE BONNE PAR L'ENSEMBLE DES AUTRES PARTIES INTERESSEES, C'EST-A-DIRE ETATS-UNIS, UNION SOVIETIQUE ET EUROPE. C'EST LA SOLUTION GLOBALE, C'EST LA SOLUTION ENTRE LES INTERESSES. ALORS, QUE FAIRE SI ON N'ABOUTIT PAS ? SI ON N'ABOUTIT PAS, LA SITUATION SERA TRES DANGEREUSE. DANS UNE SITUATION TRES DANGEREUSE, FAUT-IL GAGNER DU TEMPS ? AU FOND CE QU'ON FAIT OU CE QU'ON CHERCHE, C'EST UN TROISIEME ACCORD DE DESENGAGEMENT, CE N'EST RIEN DE PLUS. EH BIEN JE CROIS QU'A L'HEURE ACTUELLE IL VAUT MIEUX, JE CROIS, NE PAS EXPLORER CETTE VOIE. IL FAUT CONSIDERER QU'IL Y A UN CERTAIN MOUVEMENT QUI A ETE CREE, CE MOUVEMENT VA DANS LA DIRECTION D'UN REGLEMENT GLOBAL ET DONC L'ACTIVITE DES PARTIES CONCERNEES DOIT ETRE D'ENCOURAGER ET, SI POSSIBLE DE CONTRIBUER A CE REGLEMENT

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. FAURE.- LE REGLEMENT GLOBAL EXCLUT-IL UN REGLEMENT PAR ETAPES, C'EST-A-DIRE, MAINTENANT PAR EXEMPLE, EST-CE QU'IL PEUT Y AVOIR UN TROISIEME ACCORD INTERIMAIRE DE DESENGAGEMENT QUI DEGAGERAIT L'ENSEMBLE DU SINAI, C'EST-A-DIRE UN ACCORD ENTRE ISRAEL ET L'EGYPTE, ET ENSUITE, DEUXIEME ETAPE PEUT-ETRE AVEC LA JORDANIE ? M. JEAN DANIEL.- VOUS AVEZ DIT QUELQUE CHOSE DE TRES IMPORTANT : VOUS VOUDREZ VOUS ENTREtenir AVEC M. BEGIN. DE QUOI ? M. LE PRESIDENT.- DU PROBLEME DES GARANTIES, PARCE QUE VOUS SAVEZ QUE DANS LA CONTESTATION, TELLE QU'ELLE EST PRESENTEE, LE PROBLEME JURIDIQUE, DU FAIT QUE CE SONT DES TERRITOIRES QUI ETAIENT EFFECTIVEMENT JORDANIENS POUR UNE PARTIE ET EGYPTIENS POUR UNE AUTRE, N'EST CONTESTE PAR PERSONNE. MAIS LA THESE QUI EST SOUVENT EXPRIMEE PAR LES GENS D'ISRAEL, C'EST QU'IL S'AGIT DE PROBLEMES DE SECURITE : CES PROBLEMES DE SECURITE NOUS AMENENT A RECHERCHER DES DISPOSITIONS SUR LE TERRAIN. C'EST DONC UNE MANIERE DE POSER LE PROBLEME DES GARANTIES. MAIS IL Y A UNE AUTRE MANIERE DE LE POSER QUI EST DE SAVOIR QUELLE PEUT ETRE LA NATURE DES ENGAGEMENTS CONJOINTS QUE

POURRAIT PRENDRE L'ENSEMBLE DES GRANDES PUISSANCES QUI DISPOSENT DES MATERIELS ET QUI GARANTISSENT LA SECURITE DE FACON A DONNER UN RESEAU DE GARANTIES QUI SOIT SUFFISAMMENT SOLIDE, ET JE DIRAI AUTOMATIQUE, POUR LES ETATS DE LA REGION. ET C'EST DE CE SUJET QUE JE VOUDRAIS M'ENTREtenir AVEC M. BEGIN

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. DELARUE.- EST-IL TOUJOURS INVITE OU NON, M. BEGIN. PARCE QUE M. DE GUIRINGAUD A LAISSE ENTENDRE QU'IL N'ETAIT PLUS INVITE ? M. LE PRESIDENT.- IL EST INVITE. ET JE REPETE QUE JE VAIS MEME ENVOYER QUELQU'UN EXAMINER LES MODALITES POSSIBLES DE SA VISITE POUR QUE CELLE-CI, JE VOUS LE REPETE, SOIT UNE VISITE UTILE. ET D'AILLEURS, SI LE MINISTRE DES AFFAIRES ETRANGERES ISRAELIEN VENAIT OU PASSAIT PAR PARIS, BIEN ENTENDU, IL SERAIT RECU

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. DANIEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, EN 1975, EN AVRIL 1975 ` DATE `, VOUS AVEZ FAIT UN VOYAGE EN ALGERIE QUI S'EST TERMINE, JE PEUX DIRE, TRIOMPHALEMENT. JE ME SOUVIENS MEME QUE L'EMOTION ETAIT TELLE QUE LE PRESIDENT BOUMEDIENE EST ALLE A L'AMBASSADE DE FRANCE (JE CROIS QUE C'ETAIT JEAN-MARIE SOUTOU QUI ETAIT AMBASSADEUR ET QUI EST ACTUELLEMENT SECRETAIRE GENERAL DU QUAI D'ORSAY) POUR ALLER VOIR LES PIEDS\_NOIRS D'ALGER. ET UN CERTAIN NOMBRE D'ASSURANCES D'ECHANGES ONT ETE DONNEES. DEPUIS, LES RAPPORTS N'ONT PAS CESSE DE SE DEGRADER DANS LES ESPRITS, DANS LES FAITS, A TOUS LES POINTS\_DE\_VUE. DEPUIS SURTOUT, NOUS AVONS ETE SUPPLANTES DU POINT\_DE\_VUE ECONOMIQUE ET, LA SUPRISE EST ASSEZ GRANDE, NON PAS PAR UN PAYS PROGRESSISTE, MAIS PAR LES ETATS-UNIS. EN CE MOMENT, ILS SONT LES PREMIERS CLIENTS. NOUS SOMMES LE TROISIEME APRES L'ALLEMAGNE. COMMENT EXPLIQUEZ-VOUS CELA ? QU'EST-CE QUI A ETE FAIT ? COMMENT SURTOUT TRIOMPHER DE CET ETAT\_DE\_CHOSE ?. M. LE PRESIDENT.- VOUS VOUS RAPPELEZ, EN EFFET, QUE JE SUIS ALLE EN 1975 EN ALGERIE ET JE VOUS DIRAI QUE J'AI EU LE MERITE D'ALLER EN ALGERIE. CE N'ETAIT PAS FACILE D'ETRE LE PREMIER PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A ALLER DANS CE PAYS

-\

JE L'AI FAIT ` VOYAGE EN ALGERIE ` POUR MONTRER QU'A MES YEUX ET AUX YEUX DE LA FRANCE, IL Y AVAIT UNE PAGE QUI ETAIT DEFINITIVEMENT TOURNEE, QUI ETAIT CELLE DES CONDITIONS DANS LESQUELLES L'ALGERIE ET LA FRANCE S'ETAIENT SEPARÉES. J'AI PARLE AU PRESIDENT BOUMEDIENE. JE LUI AI DIT MON SENTIMENT & MON SENTIMENT, C'EST QUE LORSQUE DEUX PAYS ONT ETE TRES ETROITEMENT MELES PENDANT CENT TRENTÉ ANS ` DUREE ` COLONISATION `, LORSQU'ENSUITE LEUR SEPARATION SE FAIT DANS LE DECHIREMENT AVEC DES EPREUVES DE PART ET D'AUTRE, CE N'EST PAS FACILE D'ETABLIR TOUT DE SUITE DES RELATIONS SUR DES BASES QUI SOIENT NORMALES, CORDIALES & ET, LUI AI-JE DIT, NOUS DEVONS AVOIR UN GUIDE SIMPLE : C'EST D'APPLIQUER ENTRE NOUS LES REGLES DE BONNES RELATIONS INTERNATIONALES, C'EST-A-DIRE D'UNE\_PART DE RESPECTER NOTRE INDEPENDANCE RECIPROQUE, C'EST ENSUITE DE RESPECTER NOTRE INTERET RECIPROQUE, C'EST ENFIN DE RESPECTER NOS DIGNITES RECIPROQUES. ET JE LUI AI DIT : SI NOUS LE FAISONS PENDANT UN CERTAIN TEMPS, NOUS AURONS DES RELATIONS NORMALES ET PUIS, QUAND NOUS AURONS EU PENDANT UN CERTAIN TEMPS DES RELATIONS NORMALES, COMPTE\_TENU DE NOTRE PASSE, DE NOTRE CULTURE, NOUS AURONS DES RELATIONS CORDIALES. EH BIEN

- JE PEUX VOUS DIRE QUE, DEPUIS 1975, EN CE QUI ME CONCERNE, J'AI TRAITE TOUS LES PROBLEMES QUI CONCERNENT L'ALGERIE D'UNE MANIERE CONFORME AUX BONNES REGLES DES RELATIONS INTERNATIONALES. VOUS N'AVEZ PAS TROUVE, SOUS MA

PLUME OU DANS MA BOUCHE, LA MOINDRE POLEMIQUE, JAMAIS. LORSQUE NOUS AVONS EU A TRAITER DE QUESTIONS ECONOMIQUES, NOUS LES AVONS TRAITÉES DANS LE RESPECT DE L'ALGERIE, MAIS DANS LE RESPECT, D'ABORD DU NOTRE. PAR EXEMPLE, NOUS AVONS AUTORISÉ, IL Y A QUELQUES SEMAINES, UNE COMPAGNIE NATIONALE A SIGNER UN ACCORD POUR DES ACHATS DE PETROLE EN ALGERIE. NOUS N'AVONS PAS PU NOUS METTRE D'ACCORD SUR TOUTES LES QUESTIONS ECONOMIQUES. MAIS JAMAIS PERSONNE N'A CONSIDERE LE FAIT DE DISCUTER COMME ATTENTATOIRE A DE BONNES RELATIONS. JE VOUS CITERAI, PAR EXEMPLE, LE CAS D'UN AUTRE PAYS, L'UNION SOVIETIQUE `URSS`, AVEC QUI NOUS AVONS DE TRES BONS RAPPORTS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` EH BIEN, NOUS AVONS EU DES DISCUSSIONS, IL Y A QUELQUES MOIS, SUR LES TAUX DE CREDIT A L'UNION SOVIETIQUE `URSS`, ET PERSONNE N'A CONSIDERE LE FAIT DE DISCUTER COMME ATTENTATOIRE A DE BONNES RELATIONS. J'AI FAIT SAVOIR A DEUX REPRISES AU PRESIDENT BOUMEDIENE QUE NOUS ETIONS DISPOSES A FACILITER L'INSTALLATION DE RENAULT `ENTREPRISE`, POUR - COMME VOUS LE SAVEZ - UNE NOUVELLE IMPORTANTE USINE... M. J. DANIEL.- C'EST PROBABLEMENT FIAT `ENTREPRISE` QUI VA L'EMPORTER, DU MOINS JE LE CRAINS. M. LE PRESIDENT.- VOUS DITES : C'EST FIAT QUI VA L'EMPORTER. NOUS VERRONS BIEN. M. J. DANIEL.- JE LE REDOUTE. M. LE PRESIDENT.- OUI... OR, J'OBSERVE QUE L'ALGERIE A DONNE UNE CERTAINE PREFERENCE A FIAT, MAIS QU'ELLE N'A PAS CONCLU, ET QUE LES CONDITIONS DE CREDIT QUI SONT FAITES PAR FIAT NE SONT PAS SI FACILES NON PLUS A OBTENIR. DONC, IL NE FAUT PAS TRANSFORMER EN PROBLEMES POLITIQUES CE QUI EST LE JEU NORMAL DES INTERETS DE PAYS INDEPENDANTS. ALORS, JE VOUS REPETE MON IDEE, C'EST QUE NOUS AYONS DES RELATIONS MARQUEES PAR LE BON USAGE DES RELATIONS INTERNATIONALES ENTRE PAYS INDEPENDANTS QUI SE RESPECTENT, ET SI NOUS LE FAISONS NOUS PREPARERONS UNE DEUXIEME ETAPE, QUE JE SOUHAITE VOIR VENIR, ET QUI EST CELLE DE RELATIONS CORDIALES

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. R. GICQUEL.- LE PRESIDENT BOUMEDIENE ET M. MARCHAIS, D'UN MEME COEUR, ONT DENONCE LA DETERIORATION CONTINUE DES RELATIONS FRANCO - ALGERIENNES... M. LE PRESIDENT.- OUI, ON A DIT BEAUCOUP DE CHOSES, ET DE CHOSES CURIEUSES. J'AI LU DANS UNE DECLARATION... J. DANIEL.- ON POURRAIT FAIRE UN PETIT INVENTAIRE, POUR VOUS PERMETTRE DE REPOUDRE. IL Y A, PAR EXEMPLE, LE REPROCHE ALGERIEN QUI EST, A MON AVIS, LE PLUS EMOUVANT - SI LE MOT NE VOUS PARAIT PAS TROP SENTIMENTAL. C'EST UN REFUS SUR UN ACCROISSEMENT DE LA COOPERATION, C'EST-A-DIRE DE L'ENSEIGNEMENT DE LA LANGUE FRANCAISE, DE LA FORMATION, ETC. CELA, C'EST UNE DEMANDE QUI EST FAITE, QUI A ETE FORMULEE AU MOINS CINQ FOIS, ET IL SEMBLE QUE LE REDEPLOIEMENT, PUISQUE C'EST L'EXPRESSION, JE CROIS, EMPLOYEE DANS LA DIPLOMATIE FRANCAISE, NOUS EMPECHE D'AUGMENTER CETTE COOPERATION. SUR\_CE\_POINT PRECIS, PAR EXEMPLE ?.. M. LE PRESIDENT.- VOUS AVEZ DIT "UN CATALOGUE"... J. DANIEL.- OUI.. ENFIN, UN CATALOGUE QUE JE VOUS PROPOSE, SI VOUS VOULEZ BIEN. IL Y A UNE RENONCIATION..

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` M. LE PRESIDENT.- LA REPOSE EST TRES SIMPLE. ACTUELLEMENT, C'EST EN ALGERIE QUE NOUS AVONS LE PLUS GRAND NOMBRE D'ENSEIGNANTS FRANCAIS £ VOUS SAVEZ BIEN QUE NOUS AVONS DES PROBLEMES BUDGETAIRES, DES PROBLEMES D'ENSEIGNEMENT EN FRANCE, ET DONC NOUS NE POUVONS PAS AUGMENTER, A L'HEURE ACTUELLE, DANS UNE PERIODE BUDGETAIREMENT ET ECONOMIQUEMENT SERREE, LES MOYENS QUE NOUS CONSACRONS PARTOUT A NOTRE ACTION DE COOPERATION. MAIS, MALGRE LES DIFFICULTES QUE VOUS INDIQUEZ, NOUS N'AVONS BUDGETAIREMENT JAMAIS REDUIT NOTRE EFFORT ET NOUS AVONS AU TOTAL... J. DANIEL.- COMME IL EST LE MEME

NOTRE EFFORT ET NOUS AVONS, AU TOTAL... J. DANIEL.- COMME IL EST LE MEME DEPUIS QUELQUES ANNEES, ON PEUT ESTIMER QU'IL EST REDUIT

- M. LE PRESIDENT.- OUI, MAIS ENFIN..

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. DELARUE.- MONSIEUR LE PRESIDENT, LA RENONCIATION AUX ACHATS DE GAZ ET DE PETROLE POUR UN CERTAIN VOLUME... M. LE PRESIDENT.- PAS DU TOUT. NOUS AVONS, AU CONTRAIRE, UNE NEGOCIATION TRES IMPORTANTE, MAIS TRES DIFFICILE, QUI EST LA CONSTRUCTION D'UN GRAND TUYAU QUI PARTIRAIT DE L'OUEST ALGERIEN, QUI S'ENFONCERAIT DANS LA MEDITERRANEE, MALHEUREUSEMENT ASSEZ PROFONDEMENT PARCE QU'IL NE PEUT PAS PASSER PAR LA PARTIE MAROCAINE - DONC IL SERAIT OBLIGE DE S'ENFONCER DANS LA MEDITERRANEE - POUR GAGNER ENSUITE L'ESPAGNE ET LA FRANCE, ET C'EST UN PROJET DONT NOUS AVONS TOUJOURS POURSUIVI LA DISCUSSION ET AUQUEL NOUS SOMMES FAVORABLES. AUTREMENT DIT, CE QU'IL FAUT BIEN VOIR, C'EST QUE LES ATTAQUES NE SONT PAS LE FAIT DE LA FRANCE. VOUS AVEZ CITE DES EXEMPLES DANS LESQUELS VOUS CRAIGNEZ QUE L'ATTITUDE DE LA FRANCE N'AIT PAS ETE POSITIVE & MOI, JE VOUS CITERAI UN AUTRE EXEMPLE : L'ANNEE DERNIERE, NOUS AVONS CONDUIT DJIBOUTI A L'INDEPENDANCE, NOUS L'AVONS FAIT DE MANIERE PACIFIQUE ET FINALEMENT, AVEC L'APPUI DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE. QUEL EST LE PAYS AFRICAIN QUI, DANS LES INSTANCES INTERNATIONALES, A DENONCE L'ACTION DE LA FRANCE A DJIBOUTI ET A DIT QUE CE SERAIT UNE FAUSSE INDEPENDANCE ? L'ALGERIE. POURQUOI ? RECHERCHER LES ACTIONS DE NOTRE DIPLOMATIE. LORSQUE L'ALGERIE S'EST TROUVEE EN DIFFICULTE, JAMAIS NOUS N'AVONS PRIS D'INITIATIVE DE CETTE NATURE. DONC, JE LE REPETE, COMPTE\_TENU DE NOTRE HISTOIRE ET COMPTE\_TENU DU FAIT QUE JE SAIS QUE LE PEUPLE ALGERIEN A CONSERVE BEAUCOUP D'AMITIE - JE NE SAIS PAS QUEL EST LE TERME.. VOUS DISIEZ "AFFECTION" - POUR LA FRANCE, JE SOUHAITE QUE LES RELATIONS SOIENT DES RELATIONS CORDIALES. MAIS IL FAUT APPRENDRE A ETABLIR DES RELATIONS CORDIALES EN COMMENCANT PAR AVOIR DE BONNES RELATIONS RESPECTUEUSES DES DROITS RECIPROQUES

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. R. FAURE.- QUELQUES ELEMENTS DES USAGES INTERNATIONAUX ONT ETE SINGULIEREMENT MALMENES AUJOURD'HUI PAR M. BOUMEDIENE, APPAREMMENT. NOUS AVONS APPRIS UNE TRES BONNE NOUVELLE : LA PROCHAINE LIBERATION DES OTAGES FRANCAIS DU POLISARIO. NOUS L'AVONS APPRIS DE LA BOUCHE DU SECRETAIRE GENERAL DU PARTI COMMUNISTE FRANCAIS ` GEORGES MARCHAIS `, QUI SE SENTAIT SANS DOUTE INVESTI D'UNE MISSION NATIONALE, ET JE VOUDRAIS VOUS DEMANDER COMMENT VOUS AVEZ RESSENTI LE FAIT QUE CETTE INFORMATION AIT ETE DONNEE PAR CE CANAL ET SI VOUS CONSIDEREZ QU'IL EST NORMAL QUE M. BOUMEDIENE AIT DONNE CETTE PRIORITE AU PARTI COMMUNISTE ? M. DANIEL.- CE N'EST PAS BOUMEDIENE QUI L'A DONNEE, JE M'EXCUSE.. M. R. FAURE.- JE CROIS QUE LE POLISARIO A DES RELATIONS TRES INTIMES AVEC LE GOUVERNEMENT ALGERIEN. M. DANIEL.- JE M'EXCUSE, MONSIEUR LE PRESIDENT, C'EST VOUS QU'ON A ENVIE D'ECOUTER, MAIS CE N'EST PAS BOUMEDIENE QUI A DONNE LE COMMUNIQUE A M. MARCHAIS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` M. LE PRESIDENT.- D'ABORD, PREMIERE QUESTION - JE REVIENS UN PEU EN ARRIERE, MAIS C'EST LIE A CES DECLARATIONS, ET J'AI LU TOUTES LES DECLARATIONS QUI ONT ETE FAITES. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE SERAIT SOI-DISANT FONDAMENTALEMENT HOSTILE A L'OPTION POLITIQUE INTERNE DE L'ALGERIE. CECI ETAIT DIT PAR UN HAUT DIRIGEANT FRANCAIS QUI SE TROUVAIT EN ALGERIE, MAIS QUI N'EST PAS QUALIFIE POUR LE SAVOIR, PARCE QUE S'IL REND VISITE A M. BOUMEDIENE, IL NE REND PAS VISITE AU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE

REPONSE FRANCOISE

- MAIS JE VOUS INDIQUE QU'EN AFRIQUE, IL Y A DES PAYS QUI ONT TOUTES SORTES D'OPTIONS POLITIQUES, ET AVEC LESQUELS J'AI RETABLI DES RELATIONS CONFIANTES. UN EXEMPLE PARMIS D'AUTRES : LA GUINEE. LA GUINEE A DES OPTIONS POLITIQUES QUI VONT AU-DELA DES OPTIONS POLITIQUES DE L'ALGERIE, ET VOUS SAVEZ QUE, PERSONNELLEMENT, D'AILLEURS AU PRIX DE NEGOCIATIONS QUI ONT ETE LONGUES AVEC LE PRESIDENT SEKOU-TOURE, J'AI RETABLI LES RELATIONS ET JE COMPTAIS ME RENDRE, AU DEBUT DE L'ANNEE PROCHAINE, EN GUINEE. DONC CECI EST TOTALEMENT INEXACT. NOUS N'AVONS PAS A NOUS PREOCCUPER DE L'OPTION POLITIQUE INTERNE DE L'ALGERIE, PAS PLUS QUE NOUS NE NOUS OCCUPONS DE CELLE D'AUTRES PAYS. MAIS NOUS DEMANDONS, EN SENS INVERSE, QU'IL N'Y AIT PAS D'INTERFERENCE ALGERIENNE DANS LA POLITIQUE INTERIEURE DE LA FRANCE, CAR LES FRANCAIS NE L'ACCEPTENT DE PERSONNE. J. DANIEL.- EST-CE QUE VOUS PENSEZ QUE C'EST LE CAS ?

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPOSE ` M. LE PRESIDENT.- ALORS, J'EN VIENS A LA QUESTION DES OTAGES. D'ABORD, JE ME REJOUIS QUE CES OTAGES PUISSENT ETRE BIENTOT LIBERES. PREMIERE CHOSE, JE M'EN REJOUIS. VOUS SAVEZ QUE DEPUIS QUE JE SUIS PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE J'AI EU A FAIRE FACE A PLUSIEURS SITUATIONS D'OTAGES : UN CAS D'OTAGE DANS LE TIBESTI, AU TCHAD, ENSUITE UN CAS EN ALGERIE D'INGENIEURS FRANCAIS QUI AVAIENT ETE ARRETES, QUI ONT ETE LIBERES, QUE J'AI RECUS, ET PUIS IL Y A UN PEU PLUS D'UN AN DEJA, DEUX FRANCAIS, M. DIEFF ET SEGARRO, QUI AVAIENT ETE ARRETES PAR LE POLISARIO. ILS ONT TOUS ETE SUCCESSIVEMENT LIBERES. JE ME REJOUIS DE LA LIBERATION PROCHAINE DES OTAGES FRANCAIS ET J'AI NOTE A CET EGARD LES INDICATIONS DU SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS-UNIES, M. WALDHEIM QUI VIENT DE FAIRE PARAITRE UN COMMUNIQUE. VOUS SAVEZ QUE NOUS N'AVONS PAS CESSÉ D'ETRE EN CONTACT AVEC LUI POUR ABOUTIR A CE RESULTAT. DONC, JE M'EN REJOUIS. DEUXIEME POINT : CECI MONTRE QUE C'ETAIENT BIEN DES OTAGES. CAR LA MANIERE DONT CELA SE PASSE, LA MANIERE DONT CELA EST ANNONCE, CE N'EST PAS LA MANIERE DONT ON TRAITERAIT SOIT DES CRIMINELS, SOIT DES PRISONNIERS DE GUERRE & C'ETAIENT DES OTAGES. CAR LORSQU'ON FAIT DES MANOEUVRES POLITIQUES A PROPOS DE LA LIBERATION DE QUELQU'UN, ON APPORTE LA DEMONSTRATION, LA CONFIRMATION QUE C'ETAIT UN OTAGE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` OTAGES DU POLISARIO ` REPOSE ` DANS LE COMMUNIQUE QUI A ETE PUBLIE - JE NE PEUX PAS L'ACCEPTER - IL EST INDIQUE QUE C'ETAIENT DES AGENTS DE L'IMPERIALISME QUI TRAVAILLAIENT A DES CONSTRUCTIONS MILITAIRES EN MAURITANIE

- IL N'EN EST PAS QUESTION. J'AI SOUS LES YEUX LA LISTE DE CES OTAGES, JE L'AI APPORTEE : C'ETAIT UNE DESSINATRICE, UN INSTITUTEUR, UN AGENT TECHNIQUE, UN CARTOGAPHE, LE CHEF DU CENTRE DE TELEPHONE DE L'ENDROIT, UN INGENIEUR & ET PUIS IL Y AVAIT EGALEMENT DEUX CHEMINOTS QUI TRAVAILLAIENT SUR UNE VOIE DE CHEMIN\_DE\_FER A L'INTERIEUR DE LA MAURITANIE. CE N'ETAIENT PAS DES AGENTS DE L'IMPERIALISME, C'ETAIENT DES OTAGES. QU'EST-CE QUE NOUS AVONS FAIT POUR OBTENIR LEUR LIBERATION ? DES L'ORIGINE, NOUS AVONS SAISI LES INSTANCES INTERNATIONALES CAR NOUS VOULIONS OBTENIR LEUR LIBERATION SANS CEDER AU CHANTAGE. ALORS, CES INSTANCES, C'ETAIT D'ABORD LE SECRETAIRE GENERAL DES NATIONS-UNIES, M. WALDHEIM QUI, DES L'ORIGINE, A ETE ACTIF ET QUI S'EST OCCUPE DE CE PROBLEME & PUIS LES INSTITUTIONS INTERNATIONALES TELLES QUE LA CROIX-ROUGE. NOUS N'AVONS OBTENU AUCUNE REPOSE. LES OTAGES ONT ETE CAPTURES, JE VOUS LE RAPPELLE, LE 1ER MAI DERNIER, NOUS N'AVONS OBTENU AUCUNE REPOSE JUSQU'AU MOIS D'OCTOBRE ET ON NE SAVAIT PAS S'ILS ETAIENT VIVANTS OU MORTS. VOILA DONC DES OTAGES QUI ETAIENT TRAITES D'UNE MANIERE TELLE QUE LES USAGES, JE VEUX DIRE DU DROIT INTERNATIONAL, LES PLUS ELEMENTAIRES, C'EST-A-

DIRE PREVENIR LES FAMILLES, PERMETTRE UN ECHANGE DE CORRESPONDANCE, TOUT CECI N'ETAIT PAS RESPECTE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` OTAGES DU POLISARIO ` REPONSE ` LORSQUE LE MARECHAL TITO EST VENU A PARIS, DANS CETTE PIECE, EN FACE, ICI, JE LUI AI DIT QUE C'ETAIT POUR MOI UNE QUESTION FONDAMENTALE, CAR JE SUIS RESPECTUEUX DES DROITS DE L'HOMME, MAIS J'ESTIME QUE LES DROITS DE L'HOMME CELA COMPREND AUSSI LES DROITS DES FRANCAIS. ET QUE PUISQU'IL Y AVAIT HUIT FRANCAIS QUI AVAIENT DISPARU, JE LUI DEMANDAIS, PUISQU'IL SE RENDAIT A ALGER, D'INTERVENIR DIRECTEMENT POUR AVOIR DE LEURS NOUVELLES ET, SI POSSIBLE, POUR OBTENIR LEUR LIBERATION. JE LUI AI DEMANDE CELA LE 13 OCTOBRE DERNIER. LE MARECHAL TITO EST ALLE A ALGER, A PARLE DE LA QUESTION AU PRESIDENT BOUMEDIENE ET M'A FAIT LES DEUX REPONSES SUIVANTES : PREMIERE REPONSE : "ILS SONT EN VIE, VOUS POUVEZ EN DONNER L'ASSURANCE AUX FAMILLES", CE QUE J'AI FAIT. "ET ENSUITE, IL SUFFIT QUE LE GOUVERNEMENT FRANCAIS ENTRE EN RAPPORT AVEC LES ORGANISMES HUMANITAIRES : CROIX-ROUGE, CROISSANT\_ROUGE £ ET, SI VOUS LE FAITES, LA LIBERATION POURRA ETRE DECIDEE"

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` J'AI RECU DANS LE MEME TEMPS LA VISITE, VOUS VOUS EN SOUVENEZ, DU PREMIER MINISTRE DE LIBYE, QUI M'A DIT : "MAIS COMMENT SE FAIT-IL QUE VOUS N'UTILISIEZ PAS LES ORGANISMES HUMANITAIRES, CAR J'AI L'ASSURANCE QUE SI VOUS LE FAITES, ILS SERONT LIBERES". QU'A CELA NE TIENNE, NOUS AVONS ENVOYE AUSSITOT UN REPRESENTANT VOIR LES REPRESENTANTS DU CROISSANT\_ROUGE ALGERIEN ET DU CROISSANT\_ROUGE DU POLISARIO. VOUS SAVEZ QU'IL A FAIT DEUX SEJOURS EN ALGERIE ET QU'ON LUI A PRESENTE DES DEMANDES INACCEPTABLES. LA PREMIERE DEMANDE ETAIT EN CINQ POINTS, JE CITE POUR MEMOIRE LE DERNIER POINT : C'ETAIT LE DEPART IMMEDIAT DE TOUS LES FRANCAIS DE MAURITANIE - IL SONT ENTRE 3.000 ET 4.000 - ET LE DEPART DES FRANCAIS DU SUD DU MAROC POUR LIBERER LES OTAGES. ALORS, NOUS AVONS FAIT SAVOIR QUE, BIEN ENTENDU, IL N'EN ETAIT PAS QUESTION. ET NOUS AVONS, A CE MOMENT-LA, ADOPTE UNE ATTITUDE QUI ETAIT DE CREER DES CONDITIONS INTERNATIONALES TELLES QUE L'INTERET DES PARTIES EN CAUSE SOIT LA LIBERATION DES OTAGES. NOUS EN AVONS PARLE AVEC TOUT LE MONDE, J'EN AI PARLE A M. BREJNEV - JE VEUX DIRE PAR CORRESPONDANCE - J'AI AI PARLE AUX ETATS-UNIS QUI SONT INTERVENUS, A L'ALLEMAGNE FEDERALE QUI EST INTERVENUE, A NOS PARTENAIRES EUROPEENS, AUX LIBYENS, A LA PLUPART DES PAYS ARABES QUI SONT TOUS INTERVENUS ET QUI ONT FAIT VALOIR QUE C'ETAIT UNE SITUATION EN EFFET INACCEPTABLE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` ALORS LE DERNIER POINT, QUI EST IMPORTANT, C'EST QUE LA FRANCE N'A PAS CEDE. CAR SUR L'AFFAIRE DU POLISARIO IL Y A UN PROBLEME - CELUI DU PEUPLE SAHRAOUI - QUI N'EST PAS DE LA COMPETENCE DE LA FRANCE. JE VAIS SI VOUS VOULEZ PEUT-ETRE LE MONTRER AUX TELESPECTATEURS, CAR JE NE SUIS PAS SUR QU'ILS CONNAISSENT TOUS LES ELEMENTS DE CE PROBLEME. DANS CETTE REGION, IL Y A LA MAURITANIE. LA MAURITANIE, C'EST UNE ANCIENNE COLONIE FRANCAISE QUI A ACCEDE A L'INDEPENDANCE IL Y A 17 ANS, QUI EST UN PAYS PAUVRE, DIGNE, FAIBLE ET RESPECTE DANS LE MONDE ISLAMIQUE. SA POPULATION EST CONCENTREE VERS LE SUD DE LA MAURITANIE. ET PUIS, IL Y A L'ANCIEN SAHARA ESPAGNOL SUR LEQUEL LA FRANCE N'A JAMAIS EXERCE LA MOINDRE AUTORITE COLONIALE. C'ETAIT UNE POSSESSION ESPAGNOLE ET C'EST LA QUE SE POSE LE PROBLEME DU POLISARIO. C'EST LE SORT DE CETTE REGION ET DE SA POPULATION QUI EST EN DISCUSSION. OR, LE SORT DU SAHARA ESPAGNOL, C'EST UN PROBLEME AFRICAIN. C'EST UN PROBLEME QUI EST TRAITE PAR LES INSTANCES INTERNATIONALES,

L'ONU, L'ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE `OUA`. LA FRANCE PARTICIPE A CERTAINES DE CES DELIBERATIONS. ET D'AILLEURS NOUS AVONS VOTE A L'ONU LES DEUX RESOLUTIONS QUI ONT ETE PRESENTEES SUR CE SUJET ET NOTAMMENT CELLES TOUCHANT AUX DROITS A L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE SAHRAOUI

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` VOICI, SUR LA CARTE, CE TERRITOIRE. PAR CONTRE, LES FRANCAIS ONT ETE ENLEVES EN MAURITANIE, C'EST-A-DIRE DANS UN PAYS DONT TOUTES LES FRONTIERES SONT RECONNUES PAR TOUT LE MONDE, Y COMPRIS L'ENSEMBLE DES PAYS ARABES, OU LES FRANCAIS SONT EMPLOYES A DES TACHES PARFAITEMENT PACIFIQUES DE DEVELOPPEMENT. VOUS VOYEZ LE CHEMIN\_DE\_FER DONT ON PARLE - CETTE PETITE LIGNE NOIRE SUR LA CARTE - IL A ETE CONSTRUIT DANS DES CONDITIONS TELLES QU'IL NE PENETRE PAS AU SAHARA ESPAGNOL D'UN BOUT A L'AUTRE £ DONC, LORSQU'ON ATTAQUE CE CHEMIN\_DE\_FER OU LES GENS QUI Y TRAVAILLENT, ON ATTAQUE LES GENS QUI TRAVAILLENT EN MAURITANIE. LA POSITION DE LA FRANCE A ETE DE PENSER QUE LE PROBLEME DU POLISARIO EST UN PROBLEME INTERNATIONAL ET AFRICAIN, QUE LA FRANCE PARTICIPE AUX DELIBERATIONS INTERNATIONALES £ OUI, MAIS ELLE N'ACCEPTERA PAS QUE PAR DES MOYENS DE CHANTAGE OU DE PRESSION, ON L'AMENE A PRENDRE UNE POLITIQUE OU A DEFINIR UNE ATTITUDE QUI NE SOIT PAS CELLE QU'ELLE A LA RESPONSABILITE DE PRENDRE. POUR CE QUI EST DE LA MAURITANIE, J'AI LU QUE NOUS L'AIMONS MILITAIREMENT DANS LE PASSE... MONSIEUR DANIEL, LA MAURITANIE EST UN PAYS... JEAN DANIEL.- PARDON...M. LE PRESIDENT.- C'EST UN PAYS TRES RESPECTABLE, LA MAURITANIE... JEAN DANIEL.- JE LE RESPECTE BEAUCOUP, IL SE TROUVE EN PLUS QUE SON PRESIDENT `MOKTAR OULD DADDAH` EST UN AMI D'ENFANCE. M. LE PRESIDENT.- OUI, MAIS POURQUOI L'ATTAQUE-T-ON CHEZ LUI ?

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` M. J. DANIEL.- SI VOUS PERMETTEZ, PUISQUE VOUS M'AVEZ FAIT L'HONNEUR DE ME CITER, J'AI RAPPELE DEUX CHOSES : LA PREMIERE, C'EST QUE NOUS AVONS ETE PARTIE PRENANTE DANS UN ACCORD SECRET, PAS VOUS. LE 10 JANVIER 1958 `DATE`, IL Y A EU UNE OPERATION BAPTISEE OURAGAN OU NOUS AVONS FAIT UN ACCORD SECRET AVEC LES ESPAGNOLS ET OU LES FRANCAIS ET LES ESPAGNOLS ONT ECRASE L'ARMEE DE LIBERATION QUI ETAIT FAITE DE TOUTES CES TRIBUS AUX CONFINS MAURITANIENS, AUX CONFINS DU SAHARA ESPAGNOL, AUX CONFINS DE L'ALGERIE, CE QUI PROUVE QUE CES REGIONS SONT TRES TURBULENTES ET QUE CETTE MAURITANIE EST EXTREMEMENT DIVISEE COMME D'AILLEURS TOUS LES PAYS D'AFRIQUE, FAITE D'ETHNIES DIFFERENTES, LES NOIRS DU SUD, ENSUITE EN HAUT, IL Y A DES BLANCS BERBERISES QUI SE DISENT MAINTENANT ARABES. ALORS, C'EST UNE SITUATION UN PETIT PEU PLUS COMPLEXE. VOUS AVEZ DIT TOUT A L'HEURE UNE CHOSE IMPORTANTE, LA FRANCE, PAR VOTRE VOIX, JE CROIS, A ETE D'ACCORD POUR L'AUTODETERMINATION, MAIS EN MEME TEMPS ELLE S'EST INCLINEE DEVANT LE COMPORTEMENT MAROCAIN QUI A NIE CE DROIT, D'OU CONFLIT, D'OU PROBLEME AUJOURD'HUI. M. LE PRESIDENT.- NON, LA FRANCE A VOTE... NOUS N'ALLONS PAS ENTRER DANS L'ASPECT JURIDIQUE COMPLIQUE DU PROBLEME LA FRANCE A VOTE LES DEUX RESOLUTIONS DES NATIONS-UNIES C'ETAIT EN 1976, NOUS AVONS VOTE LES DEUX RESOLUTIONS QUI PREVOIENT EN FAIT DANS CERTAINES CONDITIONS L'EXPRESSION DU DROIT A L'AUTODETERMINATION DU PEUPLE SAHRAOUI MAIS VOUS SAVEZ QUE LA QUESTION QUI SE POSE DEPUIS L'ORIGINE EST DE SAVOIR COMMENT CE VOTE EST ORGANISE, PAR QUI, ET C'EST LA DESSUS QU'IL Y A AFFRONTEMENT ET QU'IL Y A OPPOSITION

-\

`POLITIQUE ETRANGERE ` REPONSE ` EN TOUT CAS, JE LE REPETE, C'EST UN PROBLEME DANS LEQUEL LA FRANCE N'A AUCUNE RESPONSABILITE, AUCUN INTERET D'AUCUNE SORTE ON AVAIT RACONTE AU DEBUT QUE NOUS VOULIONS NOUS INTERESSER AUX

... ON AVAIT RAISONNE AU DEBUT QUE NOUS VOULIONS NOUS INTERESSER AUX MINES DE PHOSPHATE OU JE NE SAIS QUOI. NOUS N'AVONS AUCUN INTERET. ET D'AILLEURS DANS CETTE REGION, IL N'Y A PAS DE FRANCAIS. C'EST POURQUOI NOUS NE POUVONS PAS ACCEPTER DE CEDER A UN CHANTAGE PAR DES OTAGES. C'EST POURQUOI NOUS N'AVONS RIEN CEDE. AINSI LA MAURITANIE, JE LE REPETE, EST UN PAYS PAUVRE, RESPECTABLE, QUI DEFEND SON DROIT A EXISTER ET SON INDEPENDANCE A L'INTERIEUR DE SES FRONTIERES. ET, A L'INTERIEUR DE SES FRONTIERES, IL Y A A L'HEURE ACTUELLE, 3.000 OU 4.000 FRANCAIS QUI TRAVAILLENT, QUI SONT PRINCIPALEMENT DES ENSEIGNANTS, QUI SONT DES CADRES DE DEVELOPPEMENT RURAL. ET NOUS NE POUVONS PAS ACCEPTER QU'ILS SOIENT ATTAQUES, MALTRAITES OU EMMENES EN OTAGES. CECI N'A RIEN A VOIR AVEC LE SUJET DU SAHARA EX-ESPAGNOL. ET L'ON NOUS DIT QUE LA FRANCE AVAIT PRIS PARTI MILITAIREMENT ? JE PUIS VOUS DIRE CECI : AU 1ER MAI, QUI EST LA DATE A LAQUELLE NOS OTAGES ONT ETE ENLEVES, COMBIEN CROYEZ-VOUS QU'IL Y AVAIT DE COOPERANTS MILITAIRES FRANCAIS EN MAURITANIE ? M. J. DANIEL.- UNE TRENTAINE, JE CROIS. M. LE PRESIDENT.- IL Y EN AVAIT 14 `NOMBRE`, QUI ETAIENT DANS DES ECOLES. DONC, IL N'Y AVAIT AUCUNE INTERVENTION MILITAIRE FRANCAISE, DANS LE CONFLIT A PROPOS DU POLISARIO

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REponse ` PAR CONTRE, NOUS SOUHAITONS NATURELLEMENT QUE LES FRANCAIS DE MAURITANIE SOIENT PROTEGES. NOUS AVONS A CET EGARD DES OBLIGATIONS, CAR JE CONSIDERE QUE LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE A EN CHARGE LA SECURITE DES FRANCAIS. ET LORSQU'ILS SONT DANS UN ETAT INDEPENDANT ET SOUVERAIN QUI NOUS DEMANDE DE CONTRIBUER A LA SECURITE DES FRANCAIS CHEZ LUI, NOUS LE FAISONS. M. J. DANIEL.- PARTOUT OU IL Y A DES COOPERANTS FRANCAIS DANS LE MONDE ? M. LE PRESIDENT.- JE NE VAIS PAS ENVOYER L'ARMEE FRANCAISE PARTOUT, CE N'EST PAS CELA, MONSIEUR DANIEL, C'EST SERIEUX. NOUS SOMMES UN PAYS PACIFIQUE, MAIS NOUS NE SOMMES PAS UN PAYS FAIBLE. ET LA FRANCE DONT JE SUIS LE PRESIDENT, EST UN PAYS QUI VEUT AVOIR LA REPUTATION D'ETRE UN PAYS PACIFIQUE, MAIS QUI NE VEUT PAS AVOIR LA REPUTATION DE FAIBLESSE. ET L'IDEE QU'ON PEUT VENIR, MALGRE LES AUTORITES LOCALES, S'EMPARER DE QUELQUES FRANCAIS, ENSUITE LES FAIRE DISPARAITRE PENDANT SIX MOIS, C'EST UNE SITUATION QUE JE N'ACCEPTÉ PAS

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` REponse ` M. DANIEL.- MAIS SI AU LIBAN OU IL Y A DES FRANCAIS QUI COOPERENT, ILS ETAIENT EN DANGER, VOUS N'ENVERRIEZ PAS UNE ARMEE POUR INTERVENIR, ALORS QU'IL Y A CONFLIT ? EST-CE QUE VOUS NIEZ L'EXISTENCE D'UN CONFLIT ENTRE L'ALGERIE, LE MAROC ET LA MAURITANIE ? M. LE PRESIDENT.- C'EST TOUT A FAIT DIFFERENT. QU'IL Y AIT EN EFFET CONFLIT OU TENSION ENTRE LE MAROC, LA MAURITANIE ET L'ALGERIE, C'EST UN AUTRE PROBLEME. J. DANIEL.- GRAVE CONFLIT. M. LE PRESIDENT.- C'EST UN GRAVE CONFLIT, UNE GRANDE TENSION. M. DELARUE.- ... QUI S'AGGRAVE MEME - M. LE PRESIDENT.- QUI PERSISTE. ET LA FRANCE EST UN PAYS QUI A DE TRES BONS RAPPORTS AVEC LA MAURITANIE ET AVEC LE MAROC, ET QUI SOUHAITE AVOIR DES RAPPORTS, JE L'AI DIT, NORMAUX ET CORDIAUX, AVEC L'ALGERIE. QUESTION.- ET DES ACCORDS AVEC ASSISTANCE MILITAIRE ? M. LE PRESIDENT.- NON, NOUS AVONS AVEC LE MAROC DES ACCORDS QUI EXISTENT DEPUIS TOUJOURS ET VOUS SAVEZ QUE L'ESSENTIEL DE L'EQUIPEMENT MILITAIRE MAROCAIN ETAIT UN EQUIPEMENT AMERICAIN, CE N'ETAIT PAS UN EQUIPEMENT FRANCAIS. ET AVEC LA MAURITANIE... LA MAURITANIE N'AVAIT MEME PAS D'ARMEE, ELLE AVAIT 2000 HOMMES ET C'EST UN PAYS VRAIMENT PACIFIQUE QUI AVAIT SUPPRIME TOUT ACCORD DE DEFENSE. C'EST SEULEMENT IL Y A QUELQUES MOIS, DEVANT LES ATTAQUES INSISTANTES SUR LE SOL MAURITANIEN, QUE LA MAURITANIE NOUS A DEMANDE DE L'AIDER A ORGANISER SA

DEFENSE. MAIS QUAND UN ETAT FAIBLE..

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. DANIEL.- SI ON L'AIDE ` ETAT FAIBLE ` , ON PREND PARTI  
- M. LE PRESIDENT.- ON NE PREND PAS PARTI A L'INTERIEUR DE SES FRONTIERES,  
MONSIEUR DANIEL, IL NE S'AGIT PAS DE COMBATTRE AUX FRONTIERES. VOUS AVEZ VU  
OU SE TROUVENT LES CENTRES VITAUX DE LA MAURITANIE, ILS NE SONT PAS SUR LA  
FRONTIERE ET PAS SUR LE TERRITOIRE CONTESTE PAR LE POLISARIO, ILS SONT A  
L'INTERIEUR DU PAYS RECONNU PAR TOUS LES ETATS AFRICAINS QUE LA FRANCE A  
CONDUITS A L'INDEPENDANCE. M. MAX CLOS.- IL Y A UNE DIFFERENCE, MONSIEUR LE  
PRESIDENT, DANS TOUT CELA, C'EST QU'APRES TOUT, LES ATTAQUES DU POLISARIO  
NOUS SAVONS TOUS TRES, TRES BIEN QU'ELLES PARTENT DU TERRITOIRE ALGERIEN £  
J'AI MOI MEME DES REPORTERS QUI SONT PARTIS DE TINDOUF AVEC LES TROUPES DU  
POLISARIO. ALORS, QUAND ON NOUS PARLE D'UN PAYS AMI AVEC LA FRANCE, JE  
TROUVE QUE C'EST UNE CURIEUSE FACON DE TEMOIGNER SON AMITIE. M. DANIEL.- JE  
NE COMPRENDS PAS DU TOUT, MAIS CELA NE FAIT RIEN. M. MAX CLOS.- C'EST TRES  
CLAIR. M. LE PRESIDENT.- C'EST EN EFFET TRES CLAIR. JE VOUS DIRAI SIMPLEMENT CECI  
£ CELA, C'EST LA SITUATION DE LA REGION, ET CETTE SITUATION PEUT APPELER EN  
EFFET DES JUGEMENTS TELS QUE CEUX QUE VOUS FORMULEZ. MAIS JE DIRAI QUE LA  
FRANCE, EN TANT QUE TELLE, N'EST PAS DANS CETTE REGION, N'A PAS DE  
RESPONSABILITE DANS CETTE REGION, ET DONC POURQUOI INTERVIENT-ELLE ? ENFIN,  
JE VEUX DIRE POURQUOI EST-ELLE CONCERNEE ? ELLE EST CONCERNEE PARCE QUE LA  
MAURITANIE EST UN PAYS INDEPENDANT AVEC LEQUEL NOUS AVONS DE BONNES  
RELATIONS, OU TRAVAILLENT DES FRANCAIS ET OU CES FRANCAIS DOIVENT POUVOIR  
TRAVAILLER DANS LA SECURITE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` ROGER GICQUEL.- JE VOUDRAIS VOUS SIGNALER QUE NOUS  
AVONS LARGEMENT DEBORDE NOTRE TEMPS. ROLAND FAURE.- JE VOUDRAIS  
SIMPLEMENT DEMANDER A M. LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE SI, A LA LUMIERE DE  
CE QUI S'EST PASSE AUJOURD'HUI, DU COMPORTEMENT DE M. MARCHAIS, IL TROUVE  
NORMAL LE COMPORTEMENT DE CERTAINS RESPONSABLES DE L'OPPOSITION QUI VONT  
DANS LES PAYS ETRANGERS, QUI S'INSTITUENT NEGOCIATEURS. IL Y A EU M. KANAPA,  
IL Y A EU M. JOSPIN. JE VOUDRAIS VOUS DEMANDER, M. LE PRESIDENT DE LA  
REPUBLIQUE, SI, A LEUR RETOUR DE VOYAGES IDENTIQUES, ILS SONT VENUS, S'ILS ONT  
PRIS CONTACT SOIT AVEC VOUS, SOIT AVEC QUELQU'UN DU GOUVERNEMENT, NE  
SERAIT-CE QUE POUR VOUS INFORMER DE CE QU'ILS ONT APPRIS ET, DISONS, DE LA  
SITUATION TELLE QU'ILS L'ONT VUE SUR\_PLACE. M. LE PRESIDENT.- JE VOUS DIRAI  
QU'AUCUN DE CEUX QUI SONT REVENUS D'ALGERIE AU-COURS DES DERNIERS MOIS N'A  
JUGE UTILE D'INFORMER LE GOUVERNEMENT FRANCAIS DES RESULTATS DE LEUR  
VISITE. ENSUITE, JE VOUS DIRAI QUE JE SUIS PERSUADE QUE LES FRANCAIS SONT  
CAPABLES DE JUGER EUX-MEMES. ET JE VOUS DIRAI ENFIN QU'ON NE FAIT PAS DE  
POLITIQUE AVEC DES OTAGES. JEAN DANIEL.- MONSIEUR LE PRESIDENT, SI VOUS  
PERMETTEZ, UNE QUESTION. EST-CE QUE VOUS PERMETTEZ ? M. LE PRESIDENT.- OUI

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` JEAN DANIEL.- JE VOULAIS VOUS DIRE QUE, PENDANT QUE  
VOUS PARLIEZ, JE REFLECHISSAIS A UN SOUVENIR : QUAND HENRY KISSINGER EST  
PASSE A PARIS, IL A CONFIE A CERTAINS D'ENTRE NOUS QU'IL REGRETTAIT DE NE PAS  
ETRE INTERVENU EN ANGOLA, QU'IL VOUS L'AVAIT DIT, CE QUI ETAIT IMPORTANT, ET  
QUE C'ETAIT UN SUJET DE DISCUSSION ET DE REFLEXION. ME PENCHANT SUR VOTRE  
TENTATION LIBANAISE, VOTRE INTERVENTION AU ZAIRE, VOTRE ENGAGEMENT EN  
MAURITANIE DEPUIS LA BASE DE DAKAR, SANS LA JUGER ET EN LA SEPARANT DES  
AFFAIRES DES OTAGES POUR LESQUELLES MON ACCORD EST TOTAL AVEC VOUS, BIEN  
ENTENDU, MAIS IL NE FAUT PAS CONFONDRE LES DEUX PLANS, JE ME SUIS DEMANDE

S'IL N'Y AVAIT PAS, CHEZ VOUS, UNE TENTATION INTERVENTIONNISTE QUI PEUT S'EXPLIQUER, MAIS SUR LAQUELLE NOUS NE SAURIONS PAS TOUT. EST-CE QUE VOUS NE PENSEZ PAS, AU FOND, ET CE SERAIT BIEN DE LE SAVOIR POUR L'OPINION FRANCAISE, QU'IL Y A UNE PRESENCE SOVIETIQUE INQUIETANTE, QUE DES SERVICES SECRETS ANGLAIS, ETRANGERS, AMERICAINS OU CHINOIS NOUS CONCURRENENT ? EST-CE QUE VOUS NE SENTEZ PAS LE BESOIN D'AFFIRMER LA FRANCE PAR D'AUTRES MOYENS ? EST-CE QU'IL N'Y A PAS UN DESSEIN FRANCAIS POLITIQUE EN AFRIQUE, ET JE CHERCHE LE FIL D'ARIANE DE VOTRE POLITIQUE ET IL M'AVAIT SEMBLE LE DEVINER PAR LA. CELA PEUT S'EXPLIQUER, MAIS ENCORE FAUT-IL LE DIRE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. J. DANIEL.- EST-CE QUE VOUS NE VOULEZ PAS PRENDRE LE RELAIS DES AMERICAINS ABSENTS, VOILA, AU FOND ? M. LE PRESIDENT.- QUELLES SONT LES CARACTERISTIQUES, LORSQUE LA FRANCE EST PRESENTE ? ELLE EST PRESENTE DANS QUELLES CONDITIONS ET OU ? ELLE EST PRESENTE D'ABORD UNIQUEMENT DANS LES ETATS QUI SONT, QUI ONT ETE PROCHES D'ELLE ET VIS-A-VIS DESQUELS ELLE A CONSERVE UN CERTAIN NOMBRE D'OBLIGATIONS OU DE LIENS, QUE CE SOIENT DES LIENS JURIDIQUES OU QUE CE SOIENT DES LIENS POLITIQUES. DEUXIEMEMENT, LA FRANCE N'AGIT JAMAIS CONTRE L'AVIS DES GOUVERNEMENTS SOUVERAINS. CHAQUE FOIS QU'UN GOUVERNEMENT CHANGE OU MODIFIE SON ATTITUDE, LA FRANCE N'IMPOSE EN AUCUNE MANIERE SON ACTION, ET SI CECI SE PASSAIT DANS TEL OU TEL ETAT D'AFRIQUE, IL N'Y AURAIT JAMAIS AUCUNE INTERFERENCE DE LA PART DE LA FRANCE. PAR CONTRE, J'ESTIME QUE DANS CE MONDE OU IL Y A LES GRANDES PUISSANCES ET PUIS LES PETITES PUISSANCES, IL NE FAUT PAS QUE LES FAIBLES SE SENTENT ABANDONNES PAR LEURS AMIS, CAR S'ILS SONT ABANDONNES PAR LEURS AMIS, ILS NE CROIENT PLUS A RIEN ET ILS SE LIVRENT A TOUTES LES AVENTURES. CE QUI EST FRAPPANT, C'EST QUE LA FRANCE, MALGRE OU A CAUSE DE CETTE POLITIQUE QUE VOUS DECRIVEZ, CONSERVE A L'HEURE ACTUELLE, EN AFRIQUE, LE RESEAU LE PLUS SOLIDE D'AMITIES. JE DIRAI QUE NOUS SOMMES LE SEUL PAYS DU MONDE, AUJOURD'HUI, A AVOIR CE RESEAU D'AMITIES EN AFRIQUE, PARCE QUE LES AFRICAINS SAVENT TRES BIEN QUE NOUS N'AGISSONS JAMAIS - LE MOT "INTERVENIR" VA AU-DELA - SAUF LE CAS DU ZAIRE, NOUS N'INTERVENONS JAMAIS CONTRE LEUR AUTORITE OU CONTRE LEUR RESPONSABILITE, MAIS UNIQUEMENT A LEUR DEMANDE LORSQU'ILS SE TROUVENT DANS UNE SITUATION D'INJUSTE FAIBLESSE. EH BIEN, JE TROUVE QUE, POUR LA FRANCE, ASSURER LA SECURITE DE CEUX QUI SONT DANS UNE SITUATION D'INJUSTE FAIBLESSE, A L'INTERIEUR DE LEURS DROITS, C'EST UNE CERTAINE TRADITION DE LA FRANCE

-\

` POLITIQUE ETRANGERE ` M. J. DANIEL.- VOUS NE VOULEZ PAS TERMINER SUR UN MOT D'OUVERTURE SUR L'ALGERIE, J'INSISTE BEAUCOUP ? M. LE PRESIDENT.- NOUS EN AVONS PARLE LONGUEMENT TOUT A L'HEURE ET JE VOUS AI DIT CE QUI ETAIT MON SENTIMENT. ET JE SOUHAITE QUE CE SENTIMENT SOIT ENTENDU A LA FOIS DU PEUPLE ALGERIEN - CAR JE SAIS QUE LE PEUPLE ALGERIEN SE PREOCCUPE DE CE QUE NOUS PENSONS DE LUI - ET AUSSI DES AUTORITES ALGERIENNES. SI NOUS POUVIONS, EN DEUX ETAPES, RESTAURER D'ABORD DES RELATIONS NORMALES, C'EST-A-DIRE ACTIVES DE PART ET D'AUTRE, TRAITANT OBJECTIVEMENT DES PROBLEMES ET RESPECTANT NATURELLEMENT LES INTERETS RECIPROQUES, ET LA DIGNITE RECIPROQUE, NOUS CREERIONS LES CONDITIONS DE RELATIONS CORDIALES QUI SERAIENT NATURELLES ENTRE DEUX PAYS QUI ONT PARTAGE LONGTEMPS LE MEME PASSE. M. ROLAND FAURE.- L'INTERVENTION DU ZAIRE N'A-T-ELLE PAS ETE TRES IMPORTANTE ET MEME DECISIVE A UN MOMENT ? JE CROIS QUE C'EST TRES IMPORTANT ET JE VOUDRAIS TERMINER LA-DESSUS, PARCE QU'IL ME SEMBLE QUE CELA A ETE TRES IMPORTANT : ON A BLOQUE UNE OFFENSIVE CONTRE UN PAYS DESARME, UNE OFFENSIVE VENANT DE L'EXTERIEUR, DE L'ANGLO AMERICAIN D'UNION SOVIETIQUE ` L'ISS ` ET C'EST IL FAIT LE

DE L'ALGERIE, REPORTEE PAR L'UNION SOVIETIQUE (URSS) ET CUBA. IL FAUT LE  
RAPPELER, MEME AUX AMIS DE L'ALGERIE. M. JEAN DANIEL.- LE PRESIDENT EST PEUT-  
ETRE CAPABLE DE LE DIRE A VOTRE PLACE. M. LE PRESIDENT.- CE SONT DES SUJETS  
TRES SERIEUX ET JE VOUS REMERCIE DE CE QUE VOUS M'AVEZ DIT, PARCE QUE JE  
SOUHAITE QUE L'OPINION FRANCAISE SOIT BIEN INFORMEE DE CES SUJETS DIFFICILES.  
CHAQUE FOIS QUE J'AGIS, NATURELLEMENT JE LE FAIS AU NOM DE LA FRANCE, C'EST-A-  
DIRE EN CONNAISSANT SA DIVERSITE, SES PREOCCUPATIONS, EN FAISANT EN SORTE  
QUE LA POLITIQUE DE LA FRANCE LA REPRESENTE TELLE QU'ELLE EST ET NOUS  
AURONS A REPARLER D'UN AUTRE ASPECT ESSENTIEL, QUI EST L'ASPECT DES  
RELATIONS EST - OUEST, DESARMEMENT, PROBLEME NUCLEAIRE, AU DEBUT DU MOIS  
DE JANVIER

-\